

LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

*«Le féminisme est un mouvement extrémiste qui tente
d'établir que les femmes sont des êtres humains.»*

Anonyme

N° 1580

du 28 janvier au 3 février 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Les crocodiles pleurent sur leur casse-croûte



M 02137 - 1580 - F: 2,00 €



Sommaire

Perfusion haïtienne, par A. Somiador, page 5



Transformer la **bauxite** en or, par P. Sommermeyer, page 7

Tâches **pour la vie**, par P. Schindler, page 8

Interview de Tidiane, **sans-papiers en lutte**, par le groupe d'Ivry, page 9

Camus par l'absurde, par R. Dadoun, page 12

Solidarité avec la FAU berlinoise, par les Relations internationales, page 15

Les femmes dans la littérature, par N. Potikine, page 17

Un film..., par Fred, page 18

... et des images, par Bibo, page 18

Une crise ubuesque, par A. Fernandès, page 19

Le mouvement, page 21

La radio, page 22

L'agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

☐ 20 €

☐ 38 €

☐ 61 €

Étranger

☐ 27 €

☐ 46 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Tandis que la catastrophe perdure à Haïti, que tous les médias s'y complaisent, en France les pouvoirs publics avaient bien l'intention de « faire leurs cochonnetés en toute quiétude ». Las, le double salaire du PDG d'EDF n'a pas passé la peur de la fronde. Dire comme dans la presse magazine : « Une révolution ! L'opinion publique fait plier Sarkozy » semble un peu court. On dirait même, sans se tromper, que la chose est beaucoup plus complexe.

Ou alors, plus simplement, que l'échéance proche des régionales leur a fait changer de cap !

On ne sait si, à Tarnac, on lit dans le marc de café mais, à défaut de mobilisation dans le syndicalisme cheminot, on « déraile à grande vitesse » dans ce que l'on est obligé d'appeler une enquête. La « redoutable » Sous-direction anti-terroriste (Sdat) tripatouillerait allégrement les fils au central téléphonique du village. Des barbouzes à l'écoute de ce qui se dit dans l'épicerie la plus célèbre sur le plateau des Millevaches, ça nous rappelle les plombiers, il y a quelque temps, au siège du Canard enchaîné !

Dans un quotidien national de l'après-midi, on peut mettre à la une que « les problèmes salariaux réveillent les tensions sociales », si on reste dans le rôle de baromètre social, de commentateur ou de comptable, bref ça ne fait pas avancer le schmilblic.

Vingt et un jours de mise à pied d'un agent de l'ERDF de Toulouse, pour avoir rétabli « de son propre chef » (sic) le courant d'une famille en difficultés financières, parle plus que toutes les considérations sociales d'universitaires patentés. Certes, on peut nous reprocher de nous attacher à des poches de résistance éparses, mais nous espérons qu'elles fleuriront prochainement.

Comme l'exemple de ce qui s'est passé à Ackers, usine de Fraisses (Loire), promise à la fermeture en juin prochain. La direction proposait 28 500 euros d'indemnités. Ça semblait un peu court aux travailleuses et travailleurs d'Ackers, alors tout le monde s'y est mis et quatre cadres ont été séquestrés... pardon, retenus, pendant quelque temps ; 60 000 euros sont demandés pour chaque licencié – on espère qu'avec la médiatisation de leur lutte, elles et ils s'en sortiront au mieux.

Pour les retraites, la volte-face des instances dirigeantes du PS fait peine à voir. Même Jaurès doit se retourner dessous sa plaque au Panthéon.

Il serait temps de renverser la vapeur à défaut de la marmite !



MERCREDI 13 JANVIER tôt le matin à la gare d'Amiens, les militants CNT venus de Paris et sa région arrivent en partie par le train et rejoignent les ouvriers de Continental déjà présents aux abords et reconnaissables car tout décorés d'autocollants oranges. Dans un froid glacial, malgré l'ambiance, nous nous regroupons avec quelques camarades de Moselle et de Normandie ; avec nous des militants locaux de la Fédération anarchiste et déjà des explosions bruyantes de pétards laissent supposer que les gens sont venus pour se faire entendre.

De nombreux drapeaux Solidaires attestent la présence significative des syndiqués SUD (rail en particulier) autour de Christian Mahieux, qui a aussi fait le déplacement pour soutenir cette nouvelle manifestation des Conti. Les diverses organisations politiques de gauche constituent le reste d'un cortège qui s'ébranle rapidement derrière les salariés licenciés ou

menacés de licenciement de Continental, de Goodyear ainsi que des ouvriers de la région travaillant chez Valéo, Véolia et autres.

La banderole noire et rouge de la CNT annonce les couleurs : « Contre les directions syndicales qui collaborent avec le Capital. Maintenant grève générale ». Derrière, une trentaine de personnes (non permanentes) assurent une dynamique remarquée. Les slogans sont clairs, pas de compromission, mais ils sont dans le ton, la suite le confirmera.

Le trajet sera étonnamment court, la présence de cars de la gendarmerie au milieu d'une rue a pu nous faire croire à une provocation, en fait nous étions arrivés devant le tribunal.

Sur une place déjà équipée pour les prises de parole, autour d'un kiosque à musique, les diverses banderoles sont fixées entre les arbres. Devant nous un bâtiment domine la foule ; c'est de cette



hauteur qu'on condamne les révoltes au nom du peuple.

C'est de là qu'est dit le droit et énoncée la loi, c'est de nos luttes que viendra la justice. Pourtant, en lettres dorées, il est écrit « Palais de Justice » : palais comme là où vivent les princes. Pour ne rien cacher, je me sens bien parmi les manifestants, on débat simplement, on s'informe, on ne s'est pas trompé d'endroit, on est bien venu au rendez-vous de la solidarité de classe. Ici je suis renseigné sur les luttes par un salarié de Goodyear, là c'est un militant allemand venu de Dortmund qui diffuse une déclaration de solidarité.

Côté organisations syndicales « représentatives » : pas de représentants.

Bon sang qu'on est loin des Manufrance. La CGT locale s'exprime par la voix d'un membre du comité de soutien, par celle aussi du représentant de la fédération chimie, par celle surtout de Xavier Mathieu qui parle juste. Ce copain-là est formé par la lutte, ça s'entend.

Ses camarades de Continental-Clairoix ne s'y trompent pas non plus ils ont appris vite sans doute, tard peut-être, mais ils et elles ont compris qu'un ordinateur vaut plus cher que la liberté d'un individu sur l'échelle ouverte du capital et de ses complices.

Les prises de parole se succèdent assez rapidement car l'heure de l'audience approche, les politiques présents interviennent avec plus ou moins de bonheur. Le représentant du PS arrivera « trop tard » pour intervenir au kiosque et juste à temps pour témoigner dans l'enceinte du tribunal; c'est ce qu'on appelle un planning diplomatique.

Les manifestants auditeurs réagissent vivement aux déclarations et s'ils soutiennent l'idée de poursuivre et développer les luttes au-delà de leurs propres cas, les réactions confirment qu'ils n'attendent pas qu'une solution sorte des urnes. À noter encore l'in-

tervention de l'avocate des prévenus venue défendre, déclare-t-elle, non pas des clients mais, avec beaucoup de fierté, ses camarades.

Depuis le matin tout se déroule sous l'œil des caméras de télévision au nombre desquelles on ne compte pas TF1. La chaîne (que ça sonne juste) si présente à la sous-préfecture de Compiègne et dont les images seront utilisées au cours du procès a dû juger que son rôle d'auxiliaire s'arrêtait là.

Enfin nous accompagnons les personnes autorisées à franchir les grilles, je ne me plains pas de rester dehors, en chantant l'*Internationale* et en scandant des slogans qui sont parfois ceux de la CNT. Décidément, nous avons bien toute notre place dans cette journée.

Ce qui s'est passé à l'intérieur, je ne l'ai pas vu.

On peut imaginer que le Parquet souhaite maintenir une condamnation contre ces

ouvriers en révolte. Il est bon pour le pouvoir de montrer un exemple pour intimider ceux et celles qui voudraient le mettre en cause, il y a fort à parier que les magistrats l'entendront.

Je me prends à espérer que la peine soit la moins lourde possible, nous n'avons pas besoin de martyrs. Nous avons besoin d'hommes et de femmes en capacité de mettre en échec ce patronat arrogant, revanchard, agissant en toute impunité. Il nous reste à apprendre et à comprendre et s'il y a eu une faute commise au cours de ces dernières années chez les Conti, ce ne sont pas vos moments de colère, ce ne sont pas vos luttes, c'est bien d'avoir accepté de revenir aux 40 heures pour « sortir de la crise », comme l'histoire l'a démontré.

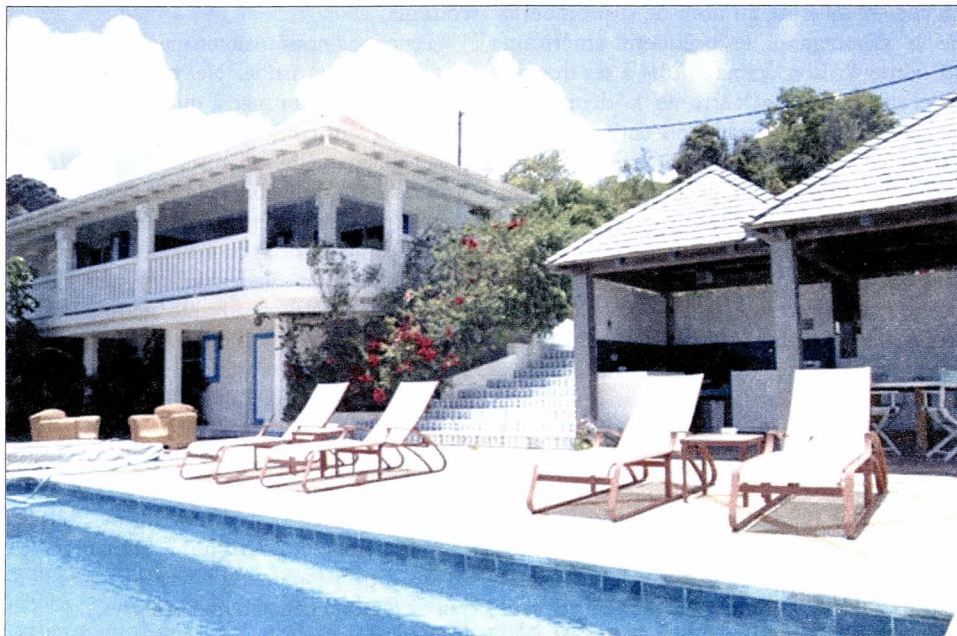
Jean

Groupe Pierre Besnard



Haïti

La pose d'une perfusion ne saurait faire oublier les saignées massives



Alen Somiador

HUIT JOURS APRÈS LE TREMBLEMENT de terre qui a frappé Haïti, la machine médiatique continuait d'en faire des tonnes sur « l'élan important qui s'est manifesté dans le monde entier pour venir en aide à ce pays », tout en soulignant du bout des lèvres que l'aide en question « peinait à s'organiser », « mettait du temps à se mettre en place » ou bien « éprouvait des difficultés à se déployer ». Ces contradictions seraient risibles si les porte-voix des médias (qui mentent) n'omettaient délibérément de pointer du doigt les lourdes responsabilités historiques de l'Occident dans la situation désastreuse de l'île. Inutile pourtant de feindre l'étonnement puisque cette impasse résulte du formatage – avec leur plein consentement – de « nos » Albert Londres contemporains.

Des milliers de cadavres sont encore ensevelis sous les décombres de Port-au-Prince et d'autres villes proches de la capitale. À coup sûr, les morts d'aujourd'hui côtoient maintenant les cohortes de spectres qui hantent l'histoire de leurs pays, faute (hélas!) de venir visiter la mémoire de leurs bourreaux.

Dans la machine à remonter le temps

Vers 1790, Saint-Domingue (partie ouest de l'ancienne Hispaniola) devint la colonie fran-

çaise la plus riche de toute l'Amérique grâce aux profits colossaux générés principalement par l'industrie sucrière et celle de l'indigo, industrie dont la seule « force motrice » était constituée par les dizaines de milliers de Noirs arrachés à leur terre d'Afrique. Au terme d'une double bataille pour la liberté et l'indépendance, remportée par d'anciens esclaves sur les troupes de Napoléon Bonaparte, l'indépendance fut proclamée le 1^{er} janvier 1804 et le nom d'Haïti fut donné au pays.

Cet épisode marqua-t-il la fin des tourments pour la première république noire de l'histoire? Tout au contraire. Un nouveau cycle d'oppression s'ouvrit en l'an de grâce 1825, sous le règne de Charles X. En représailles à cette double révolution, la France décida que « les habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la Caisse fédérale des dépôts et consignations de France, en cinq termes égaux, la somme de cent cinquante millions de francs or [soit le budget annuel de la France de l'époque ou bien 21 milliards de dollars en 2010], destinée à dédommager les anciens colons qui réclameront une indemnité », faute de quoi l'île serait reconquise par la force. Cette douce manière de causer convainquit Jean-Pierre Boyer, le président

d'Haïti, de signer cet infâme traité. Ce nœud coulant a étranglé des générations entières d'Haïtiens, étant entendu que la France ne renonça jamais à encaisser les produits de son ignoble chantage. Comme quoi on peut se garantir d'être le pays des Lumières tout en les éteignant pour mieux dissimuler les pires forfaits.

L'année 1915 est aussi à retenir en ce qu'elle est celle où, au nom de la promotion de la démocratie, le président américain Woodrow Wilson donna l'ordre à ses troupes d'occuper Haïti. Le leurre de la démocratie gagna ici ses premières lettres de bassesse. En vérité, dès cette époque les États-Unis considéraient la zone des Caraïbes comme faisant partie « naturellement » de leurs chasses gardées. Et c'est ainsi que les fils de l'oncle Sam occupèrent l'île de 1915 à 1934. Il serait dommage de ne pas préciser que les porteurs de la bannière étoilée façonnèrent la Constitution de façon telle que les firmes étasuniennes fussent traitées comme des stars là où leurs concurrentes durent s'estimer heureuses d'hériter des rayures.

Les marines reprirent le même chemin en 1994 lorsque Bill Clinton se fit fort de rétablir au pouvoir le père Jean-Bertrand Aristide, victime d'un coup d'État perpétré par le général Raoul Cédras, grand massacreur devant l'Éternel après qu'il eut bénéficié pendant des années des conseils et du soutien financier de la... CIA. Cette intervention fut justifiée au nom d'un concept appelé à faire florès dans les années suivantes : le droit d'ingérence humanitaire.

Tout indique que la démocratie à la sauce américaine porte en son sein des germes ravageurs ne demandant qu'à éclore dès lors que son fourrier s'en accommode. L'anticommunisme viscéral – surtout pendant la période de la guerre froide – et le soutien indéfectible aux États-Unis constituant les plus sûrs moyens d'obtenir la rémission de tous les péchés, comme on va le voir.

Avec les Duvalier (père et fils, 1957-1986) on assista à un retour pur et simple à la terreur de la plantation esclavagiste. Sur fond de tueries aussi régulières que les cyclones qui frappent l'île, « Papa Doc » et « Bébé Doc » développèrent la seule industrie qui les intéressait : celle de l'« argent d'argent ». La technologie sur laquelle repose cette activité consiste tout bêtement à pomper l'argent public pour le conduire tout droit vers des paradis fiscaux. Grâce à ce tube, les Duvalier ont détourné 80 % de l'aide économique versée à Haïti. Le père fut un tyran sanguinaire ? Le fils se plaça à égale hauteur. Sous Jean-Claude Duvalier, 60 000 personnes furent massacrées (dont des écoliers de moins de 10 ans) et, sous les règnes cumulés du père et du fils (le « Saint-Esprit » apparaîtra plus tard sous les traits du prêtre Jean-Bertrand Aristide), 500 000 personnes moururent de faim.

La France, c'est bien connu, « ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Certes,

Jean-Claude Duvalier était connu pour être un assassin patenté mais ses poches dégorgeaient de billets. Aussi, en 1986, considérant qu'il ne portait pas les stigmates discriminants de la misère, Laurent Fabius, alors Premier ministre, l'autorisa à venir faire du gras en France, pays où il réside depuis, à l'abri des séismes autant que de toute poursuite au titre des crimes contre l'humanité qu'il a pourtant bel et bien commis.

Penchons-nous maintenant sur la figure de Jean-Bertrand Aristide. Ne trouvez-vous pas qu'il a la tête d'un mec à qui on donnerait le bon Dieu sans confession ? Le prêtre défroqué joua habilement de son image de défenseur des pauvres après qu'il eut été le serviteur de Dieu. Cela lui valut de bénéficier d'un énorme capital de sympathie, surtout chez les défavorisés.

Mais un jour, cette canaille naguère ensoutanée eut la révélation suivante : entre continuer à gober des hosties ou planter ses blanches dents dans les mets qui font l'ordinaire des riches, il n'y avait pas photo. Et c'est ainsi que pour parvenir à ses fins, l'ancien prêcheur de la Cité Soleil (un bidonville de Port-au-Prince) fit un genre de copié-collé digne de ses prédécesseurs (souvenons-nous de ses sinistres milices : les chimères). Aujourd'hui, ce malfrat aux mains couvertes de sang coule des jours heureux à Pretoria pendant que son pays...

Un sinistre bilan

« Haïti est figé en dessous du seuil de la misère absolue », tel était le constat que faisait l'écrivain haïtien René Depestre en 2004. Ce diagnostic est toujours d'actualité en 2009 puisque :

80 % des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le taux de chômage atteint 65 % de la population active.

L'espérance de vie à la naissance est de 61 ans.

Les dépenses de santé par habitant se chiffrent à 42 dollars par habitant.

La mortalité infantile (pour mille naissances vivantes) atteint 57.

Le PIB est de 7 milliards de dollars.

Les recettes annuelles de l'État haïtien avoisinent 600 millions de dollars.

1 % de la population capte plus de 60 % de la richesse du pays.

Les flux monétaires en provenance de la diaspora tournent autour de 1,7 milliard de dollars (année 2006).

L'État consacre à l'éducation 8 % de son budget, la moitié de la somme consacrée au remboursement de la « dette ».

Plus de 80 % de ceux et celles qui ont un diplôme universitaire quittent le pays pour aller s'établir majoritairement aux États-Unis ou au Canada.

Les Églises sont le premier employeur du pays !

Le budget national dépend, pour plus de la moitié, de l'aide extérieure. Le FMI a imposé à Haïti, en sus de ses sempiternels « plans

d'ajustement structurels », de baisser ses taxes aux frontières de 50 % à 3 %, ce qui a provoqué l'invasion du riz américain moins cher car fortement subventionné (vous pouvez vérifier, l'autosuffisance alimentaire ne figure pas dans le bréviaire du FMI).

Larmes de crocodile

Certes, au 19 janvier, des promesses de dons de plus d'1,2 milliard d'euros pour aider Haïti ont été recueillies, selon les données communiquées par l'ONU. Ces fonds proviennent d'États, de personnes privées et d'entreprises. Voilà le volume du liquide contenu dans la perfusion destinée à nos frères et sœurs de cette région des Caraïbes. Évidemment, les phénomènes naturels qui frappent assez régulièrement Haïti causent des dégâts d'autant plus considérables que le pays est dramatiquement sous-développé. Mais les saignées massives et continues que lui infligent ses prétendus soutiens sont infiniment plus destructrices, chose qu'exprime en termes différents mais tout aussi justes, Maurice Lemoine, du *Monde diplomatique* : « À une classe politique que menace le spectre de l'autodestruction, et qui n'est pas exempte de responsabilité dans l'état calamiteux du pays, qui donnera des leçons ? Les institutions financières internationales, qui ont retardé le processus d'annulation de la dette, en dépit des problèmes auxquels faisait déjà face la population ? Washington, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque interaméricaine de développement, etc., les pays dits « amis » qui ont cyniquement poussé aux enfers de la société haïtienne ? » Il ajoute : « Un cataclysme naturel peut être imputé à la fatalité. La paupérisation honteuse et insupportable des populations urbaines et rurales d'Haïti, non. »

Et après ?

L'avenir d'Haïti restera plombé tant que les banquiers, militaires, curés, hommes d'affaire, experts en tout et en rien du tout continueront à en faire leur misérable terrain de jeu, tout particulièrement en s'appuyant sur leurs domestiques locaux.

Inversement, pour ce qui concerne la construction du pays (le mot reconstruction est une pure escroquerie), quelles sont les forces sur lesquelles il est réaliste de placer nos espoirs ? Un grand connaisseur d'Haïti, Christophe Wargny, nous indique la piste suivante : « Le mouvement social (coopératives, syndicats, ONG locales, radios et associations de toute nature) est vigoureux malgré la répression et des décennies de chaos. »

Aussi, sauf à considérer que cette île est frappée d'une malédiction, façon commode et répugnante de vouloir nous passer en douceur la camisole du triptyque « exploitation de l'homme par l'homme, charité à toutes les sauces, propagande à tous les étages », nous l'affirmons haut et fort, oui nos frères et sœurs d'Haïti possèdent à la fois les capacités et le courage de bâtir leur avenir.

A.S.

Inde

Guerre pour la bauxite

LE MONDE LIBERTAIRE AVAIT PUBLIÉ dans un numéro spécial un article d'Arundhati Roy, une des plus célèbres militantes des droits civiques en Inde, qui y décrivait comment son pays se colonisait lui-même. Voici le début de son article de novembre 2009 où elle aborde la guerre pour la bauxite qui vient de débuter au cœur du sous-continent indien.

La fringale du minerai

« Les basses collines de l'Orissa du sud, avec leurs sommets aplatis, ont été le foyer des Dongria Kondh bien avant qu'il existe un pays portant le nom d'Inde ou un État portant celui d'Orissa. Ces collines protégeaient les Kondh et les Kondh les vénéraient comme des divinités vivantes. Aujourd'hui, ces collines ont été vendues, elles contiennent de la bauxite. Pour les Kondh c'est comme si dieu lui-même avait été vendu. Ils se demandent comment cela se passerait si ce dieu avait été Ram, Allah ou Jésus-Christ.

Peut-être les Kondh devraient-ils être reconnaissants que leurs collines de Nyamgiri, où habite leur Niyam Rajah, dieu de la loi universelle, aient été vendues à une entreprise qui porte le nom de Vedanta (la branche de la religion hindoue qui enseigne la valeur absolue du savoir). Il s'agit de l'une des plus grandes compagnies

minières du monde, elle appartient au multimilliardaire indien Anil Agarwal, qui vit à Londres dans un palais qui jadis appartenait au shah d'Iran. Vedanta n'est qu'une des nombreuses multinationales implantées en Orissa. »

Cet État est situé en bordure du golfe du Bengale, au nord-est de l'Inde. Les Dongria Kondh sont un des peuples premiers vivant dans les restes de forêts primaires de cet État. Dongria signifie peuple des collines dans leur langue. Il est inutile de rappeler que la bauxite est le minerai de base de l'aluminium. La production indienne est passée de 10 millions de tonnes à 13 millions en trois ans, de 2003 à 2006. Mais ce n'est pas suffisant, car l'Inde veut produire de plus en plus chaque année, de voitures entre autres. D'autre part, la spéculation sur ce minerai fait rage comme pour tous les autres, tablant sur un appétit sans limite de la Chine comme des Indiens. Il suffit de se baisser pour faire de l'argent. Que le sous-sol en question soit propriété d'un peuple autochtone dont les terres et en l'occurrence ces collines soient garanties inaliénables par la

Constitution n'est pas gênant. Les Kondh sont armés seulement de flèches et d'arcs. Enfin c'était le cas. Car aujourd'hui ils ont trouvé des alliés qui ont l'habitude de se battre avec de vraies armes, les guérilleros maoïstes. La misère y est si grande, le système des castes y est si efficace et tellement sans pitié pour ceux qui sont en bas de l'échelle, les dalits (intouchables) ou adivasi (peuples premiers). La seule issue pour eux semble être la guérilla.

Ce qui tombe bien, car il manquait au pouvoir de Delhi une excuse en béton pour écraser toute velléité de résistance. Aujourd'hui, le « danger maoïste » a remplacé celui des islamistes.

Derrière le bruit médiatique le gouvernement a mis sur pied une opération spéciale : Opération chasse verte, dirigée par le Hortefeux local.

Mais qui sont ces maoïstes ?

Cela fait longtemps que les marxistes-léninistes hantent l'Inde. Ceux-là sont les héritiers des insurgés qui en 1967 attaquèrent un propriétaire terrien dans le village de Naxalbari pour lui prendre son grain et le distribuer aux paysans pauvres. Ils prirent depuis le nom de naxalites.

Aujourd'hui, selon Arundhati Roy, « peu d'observateurs extérieurs » ont une expérience directe de la nature réelle du mouvement maoïste dans la forêt. Une interview récente, dans *Open magazine*, de l'un de leurs principaux leaders, le camarade Ganapathy, n'a pas changé l'opinion de ceux qui considèrent les maoïstes comme un parti à vision totalitaire, qui ne supporte aucune contestation. Son approbation désinvolte de l'action des Tigres du Sri Lanka a suffi à faire frissonner de peur les plus sympathisants... pas seulement à cause de la façon brutale dont le LTTE (Tigres de libération de l'île de Ceylan) a choisi de mener sa guerre, mais aussi à cause du cataclysme tragique qui a fondu sur le peuple tamoul du Sri Lanka qu'il prétend représenter et à l'égard duquel il a une responsabilité certaine.

La soif de l'argent

On a l'excuse, la lutte contre la terreur marxiste et on a aussi le moyen de financer cette guerre qui a déjà commencé. Selon certains experts, il semblerait que la valeur financière des gisements de bauxite en Orissa seule serait de 2 270 milliards de dollars (deux fois le PNB de l'Inde). Estimation faite en 2004. Actualisé, le prix s'élèverait à 4 000 milliards de dollars. Ajoutons à cela la mise en place d'infrastructures monstres pour permettre l'extraction, le transport, la transformation de la bauxite et vous serez d'accord avec moi pour comprendre qu'il n'y aucune raison pour que quelques sauvages s'opposent à ce que l'Inde deviennent un grand pays, un géant et quelques-uns de ses dirigeants un peu plus riches, comme ce monsieur Anil Agarwal qui vit à Londres dans le manoir de l'ancien shah d'Iran.

Pierre Sommermeyer



Marche pour la vie

Retour à Vichy et un fœtus pour chaque utérus

QUATRE CAMARADES DE LA FÉDÉRATION anarchiste n'ont pas voulu laisser passer la cinquième marche pour la vie organisée par SOS-Tout-Petit et Laissez-les-vivre, ni pratiquer la politique de l'autruche consistant à dire que « les intégristes sont tellement ridicules, qu'ils disparaîtront d'eux-mêmes ». Pas si sûr !

Place de la République, 14 h 30, nous enlevons tout signe d'appartenance politique. Ce qui n'empêche pas quelques fachos chargés de la sécurité de nous tourner autour avec nos cheveux longs, boucles d'oreille, etc. Pour nous faire oublier, nous nous fondons dans la foule (un millier de personnes) au look tristounet, style grandes familles cathos versaillaises.

Première surprise : une jeune fille propose un panier rempli de poupées de fœtus. Sordide ! Une autre, trisomique, distribue des tracts anti-IVG que des Versaillaises accueillent avec un débordement d'enthousiasme. Une d'elle dit à son amie : « De nos dix enfants, c'est notre petit mongolien qui nous donne le plus de joie. » (Tout ce qui tombe du ciel est béni ! Et qu'importe comment ils vivent leur quotidien, leur souffrance et leur frustration.)

Les organisateurs annoncent « dix délégations étrangères » (comment vérifier ?), drapeaux chouans avec un cœur au milieu, drapeaux venus de Lituanie, Pologne (of course !), Belgique, Pays-Bas, etc.

Les quatre militants de la Fédération anarchiste que nous sommes, désappointés, restons

sur les trottoirs pour ne pas être comptés, espérant une intervention de la Brigade des clowns qui a été annoncée sur Internet dans la matinée. Elle n'aura pas lieu (repérée et détournée par les flics ?).

La première banderole demande l'abrogation de la loi Veil, elle est tenue par des jeunes filles qui ont enfilé des colliers de fœtus... Ces fameux fœtus que l'on croyait à vendre... C'est écoeurant. Une Hollandaise explique : « Ce n'est pas laid, au contraire c'est très beau un fœtus, c'est pour ça qu'il ne faut pas les tuer. » Nous laissons cette nouvelle sainte vierge trop allumée pour entendre la contradiction. Quatre hommes-sandwich arborent un panneau « Moi aussi j'ai été un embryon ». Vu leur look vieillot tristounet et délavé, on aurait préféré qu'ils le restassent ! D'autres banderoles « Des lois pour les bébés », « Pas d'enfants, pas de retraites ». Deux jeunes militants pro-vie affirment : « Scientifiquement, l'embryon est un être humain en puissance. » Des militantes anti-IVG expliquent aux passants sceptiques : « Si le droit à l'avortement a été ramené à 14 semaines, c'est tout simplement parce qu'après le fœtus ne passe plus dans l'aspirateur, mais qu'à ce stade, lorsqu'ils sont aspirés, les fœtus crient, des gens de SOS-Tout-Petits les ont enregistrés » ! Quel scoop : les pauvres matérialistes basiques que nous sommes pensions qu'un enfant ne pouvait crier qu'une fois ses poumons au contact de l'air ! Au cours de la marche nous essaierons

encore de faire interrompre la messe diffusée par la sono d'un camion en expliquant au « DJ » que c'est interdit sur la voie publique. Très vite le ton monte, des gardes du corps musclés nous encerclent : il est temps de faire demi-tour sur le dos. Que faire, à quatre pékins, devant ces hordes frénétiques ? Nous prenons trois numéros de *Laissez-les-vivre* : un ramassis d'amalgames et de mensonges. Un témoignage d'une gynécologue « de grande expérience » en rajoute sur les traumatismes post-avortements. Nous autres militants pro-IVG n'avons jamais prétendu que l'avortement était une partie de plaisir, mais qu'il valait en tout cas mieux, faute de prévention, que de se résoudre à avoir un enfant non désiré... D'autres articles évoquent « les échographes de la mort » qui refusent de faire « entendre à la mère battre le cœur de son fœtus » ou encore, un vibrant hommage à Christian Vanneste (quel rapport avec l'IVG ?) qui a « résisté au harcèlement politico-médiatique » pour ses propos « prétendument homophobes » en 2005 (il avait seulement traité les homosexuels « d'inférieurs aux hétéros »).

Les organisateurs annoncent 25 000 personnes, la préfecture 3 100 ! Pour une fois que nous validons les chiffres des keufs ! 3 100 fanatiques, c'est encore trop.

On fait quoi la prochaine fois ?

Patrick Schindler
Groupe claaaaaash

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Un sans-papiers en lutte

Tidiane, gréviste sans-papiers de Vitry, était invité à l'émission *Lundi matin* sur Radio libertaire. Extraits.

Tidiane

Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry.

Propos mis en forme par Nicolas du groupe libertaire d'Ivry.

T'es pas bien dans ton pays, t'es pas bien dans ton Afrique, t'es pas bien non plus en Europe...

C'est de la Côte d'Ivoire, par rapport à la guerre qui avait débuté, que je me suis dit nous sommes onze enfants dans la famille, je suis l'aîné, et si ça arrivait que la guerre doive détruire tout le monde, il n'y aura jamais un suivi dans la famille; donc c'est normal: il faudrait que quelqu'un s'éclipse et, si ça va mal, il y en a un qui peut se retourner pour pouvoir revenir, retrouver ses traces et remonter sa vie. Je me suis retrouvé en France, en pensant trouver de meilleures conditions de vie, surtout dans le travail, et la liberté de pouvoir circuler sans voir passer des balles rouges ou se faire réveiller par des kalachnikovs à quatre heures du matin. Pour accompagner nos mamans au marché, on est obligé de sauter des cadavres: c'est dur à vivre. T'es pas bien dans ton pays, t'es pas bien dans ton Afrique, t'es pas bien non plus en Europe... Je sais pas... On sera peut-être bien sur Mars un jour...

Quand je suis venu en France, j'avais mon passeport sauf le visa, puisque l'ambassade de France était en feu. Pour sortir du territoire ivoirien, il fallait à chaque frontière glisser des billets. Mais je ne suis pas arrivé avec mon passeport jusqu'au terminal: je l'ai balancé, puisqu'il était sans visa et je savais que si j'atterrissais ici avec un passeport vierge, je serais retourné sur le champ de bataille; donc, pour éviter ça, j'ai préféré faire disparaître mon passeport.

Tout pays en guerre est obligé de se déplacer pour aller dans des pays qui ne sont pas en guerre. En Afrique, il y a des pays proches, mais c'est pas des pays sécurisants. Les autori-

tés européennes s'attendent toujours à ça; donc, dès que l'avion a atterri, il y a un mouvement de tri en place. Pour d'autres, oui, ils arrivent facilement, puisque c'est des « grands » commerçants, des « grands » artistes: il suffit juste d'ouvrir leur passeport et on voit qui ils sont; et nous autres qui venons pour avoir des meilleures conditions de vie, on est mis à l'écart; et moi, par malchance, j'ai passé trois semaines en centre de rétention. J'ai été libéré un mardi matin, comme quoi j'étais libre de pouvoir circuler dans la France, mais c'était une liberté sous-entendue, puisque je sortais d'un centre de rétention avec des papiers d'interdiction du territoire. Je suis libre en France mais j'ai des documents dans la main qui montrent que je n'ai pas le droit d'y rester. Ce papier, c'est quelque chose que j'ai gardé jusqu'à aujourd'hui, puisque ça marque, ça te reste dans la tête. C'était encore mieux peut-être de retrouver mon pays. C'était pas ce que j'avais envisagé.

Si t'as pas tes papiers, t'es rien !

Tu ne peux rien faire de toi-même tant que t'as pas tes papiers, parce qu'il n'y a pas une administration où tu entreras et où on va pas te demander tes papiers, et encore plus ici que dans d'autres pays: si t'as pas tes papiers, t'es rien! Quand toi-même tu te vois vivant et tu te sens neutre en même temps, l'un des deux doit jouer dans la tête: tu ne peux pas être vivant et être neutre, c'est impossible. Surtout avoir dix ou vingt ans de territoire ici et tu te sens quand même neutre, parce que t'as même pas une pièce d'identité sur toi.

Je connais des gens qui sont passés par plusieurs pays avant de pouvoir arriver en

France. Pourquoi en France ? Juste parce qu'ils ont entendu un seul mot : « droits humains ». Qui n'a pas envie de se sentir humain ? Qui n'a pas envie d'avoir ses droits ? Qui n'a pas envie de savoir ce qu'est un droit ?

On n'a pas le même chemin, mais on pourra avoir le même but.

Faut commencer d'abord par le plus bas. Une cause la plus urgente à pouvoir s'occuper, c'est les papiers ; et on va parler après du travail, après on parle de la paie, après de la retraite, etc. Si on n'a pas commencé par les papiers, on pourra pas parler de la retraite. C'est pas les sans-papiers seulement qui sont concernés : c'est une famille : ceux qui sont avec papiers et les sans-papiers, c'est eux qui constituent tout l'ensemble du travail, que tu sois médecin, infirmier, postier, balayeur, etc., c'est eux tous ensemble qui doivent se mêler à la lutte d'aujourd'hui. Si on commence par les sans-papiers, on n'oubliera jamais les postiers qui sont en train de lutter ou les infirmiers, parce qu'on a toujours besoin de tout un chacun. Je suis sans-papiers aujourd'hui : je ne peux pas aller voir mon médecin parce que je n'ai pas ma carte Vitale ; j'ai envie de faire un « monnaieigramme » pour envoyer un billet de 50 euros à mes frères qui sont restés en Afrique : j'ai besoin d'une pièce d'identité. Je passerai forcément dans ces administrations. Si la Poste ou l'infirmerie est en grève, nous les sans-papiers on doit s'y mêler ; si les sans-papiers sont en grève, la Poste, la SNCF, tout le monde doit s'y mêler ; parce qu'il n'y a pas de SNCF en grève, d'infirmiers en grève, de postiers en grève, celui-là en grève : c'est toute cette famille qui devrait se rassembler et puis lutter pour une bonne cause, pour que ça soit toujours égal dans le droit de tout un chacun.

Ce qui empêche toutes ces luttes de se mêler, c'est peut-être la mauvaise coordination entre nous actuellement. Les syndicats sont mieux placés que moi pour savoir où ils vont. S'ils ont la bonne direction dans les mains, tous les autres vont les suivre ; dans le cas contraire, chacun va faire venir un peu ses idées et ça serait développé dans un camp comme dans l'autre et la plus favorable passera ; mais, pour moi, c'est pas ça : si on n'arrive pas à trouver un bon terrain d'entente, essayons quand même de se réunir et de discuter. Si j'étais un syndicat, j'essayerais plutôt de réunir tous ceux qui sont dans les alen-

tours. On n'a pas le même chemin, mais on pourra avoir le même but.

On est dedans jusqu'à ce qu'on ait un point à la fin de la phrase.

La majorité des mouvements que je voyais était concentrée sur Paris. Je pouvais pas laisser mon quartier – là où j'ai atterri, pour la première fois en France, je l'appelle mon quartier. Un de mes copains est venu m'annoncer qu'il y avait un mouvement de sans-papiers qui se préparait. J'avais dans la tête comme quoi c'était des trucs qui n'aboutissaient jamais. Je voyais tout le temps des manifestations ; mais je m'intéressais pas trop : pour moi, la priorité, c'était encore l'argent. Je n'avais pas encore compris que la liberté, ce n'est pas l'argent



mais

plus les papiers. Une semaine avant le début du mouvement, il est venu et m'a fait : « T'as pas envie de participer à la manif ? On essaie pour voir : on sait jamais ce que ça peut nous donner. » Je lui ai rien dit, je l'ai laissé passer ; et le lendemain, je me suis décidé d'aller leur rendre visite, dans le foyer dans lequel on a l'habitude de se trouver. Ils m'ont fait : « Tidiane, est-ce que tu peux nous accompagner : on va voir nos amis qui sont juste devant les Impôts ? » À ce moment, ils m'avaient pas encore parlé du problème ; et, quand j'arrive devant les Impôts, je vois tout un tas de camarades qui sont là, assis, d'autres

couchés à même le sol. J'ai demandé comment je pouvais intégrer le mouvement ; on m'a dit : « T'as pas besoin de quoi que ce soit : si tu veux, tu commences tout de suite ! » Et de là, c'est parti. Et le « tout de suite », c'est en même temps : j'ai pris une couette que j'avais chez moi et je me suis engagé dans le mouvement. J'ai commencé à chercher à comprendre pourquoi on était dans ce mouvement, et, au fur et à mesure qu'on m'expliquait, j'arrivais à comprendre ce que j'avais raté dans les années précédentes. Ça aboutira si tout le monde se met à faire sortir leur voix, à essayer de se mettre en marche – j'ai l'espoir qu'on va aboutir, en tout cas, quel que soit le temps [que ça prendra].

Les boîtes d'intérim sont situées ailleurs, et dans Vitry lui-même, il n'y a pas de lieu, à part la mairie, la sécurité sociale, les impôts. Ça a été fait d'un choix venant des camarades eux-mêmes, qui se sont dit : « Pourquoi ne pas faire un truc juste à nos pieds, où on pourra être vus et entendus ? ». Le 19 octobre, ils ont occupé les Impôts. La préfecture a fait venir un groupe de CRS pour pouvoir les évacuer vers 22 h 30 ; et ces mecs se sont dit : « Même si on n'est pas à l'intérieur, le dehors ne pourra pas nous tuer. » Même s'il faudra laisser notre peau, on la laissera jusqu'à ce qu'on soit écoutés. Je parle pas seulement à Vitry : je parle de tout l'ensemble du territoire français. On est dedans jusqu'à ce qu'on ait un point à la fin de la phrase.

On peut pas accepter le cas par cas. L'ancien esclavage de 1900 a été dans une révolte d'ensemble ; l'esclavage de 2009 doit être dans une lutte d'ensemble aussi. Si on parle de cas par cas, qui on va choisir ? Et qui on doit laisser ? Il faut qu'on continue de nous matraquer pour qu'on puisse servir gratuitement pour certaines personnes ? Si c'est ce que d'autres pensent, nous on dit « Non ! »

J'ai pas envie d'oublier aussi mes sœurs qui sont avec nous ou mes petits frères qui sont à l'école ; parce qu'eux aussi sont là. Quand on parle de sans-papiers, on croit que c'est seulement celui qui va travailler.

C'est comme un papier mouchoir que je sors de ma poche : je me mouche et je le balance à la poubelle

Le traitement n'est pas pareil pour tout le monde dans une entreprise. Quand t'as pas de papiers, t'as du mal à le faire savoir à tes collègues. Le sujet principal, tu peux jamais le toucher ; parce que tu te dis : « Mon collègue

à côté de moi, s'il n'est pas de bonne humeur, il risque d'aller parler à mon chef ou à mon patron. » ; donc le sujet reste tabou ; mais pour certaines personnes qui n'ont pas peur, ils le disent ouvertement. Ça m'est arrivé de tenter d'entrer dans des boîtes d'intérim et demander : « Est-ce que c'est possible de travailler deux jours avec vous sans papiers ? » « Non, parce qu'on risque de se faire griller avec la préfecture. » Mais, quand tu regardes en dessous de la table, tu trouves qu'il y en a un bon paquet qui travaillent sans que la préfecture le sache.

Si je suis le patron, si j'ai envie de te changer, c'est comme un papier mouchoir que je sors de ma poche : je me mouche et je le balance à la poubelle. Il n'a pas de papiers ; donc, pour le virer, c'est à la seconde. Il te suffit de mal faire un coin dans le ménage et tu tombes sur ton patron qui n'est pas de bonne humeur, et t'as un coup de pied aux fesses et puis voilà, au revoir. Tu n'as aucun droit, tu n'as rien derrière. Tu ne peux même pas t'exprimer pour te défendre. Puisque tu es déjà hors-la-loi, je te traite comme je veux, tu subis ça sans dire un mot.

Ça nous arrive de tomber sur des belles phrases pour pouvoir continuer encore nos luttes...

Tous les jours qui passent, on reçoit quelque chose. Puisqu'on est devant les Impôts, ceux qui entrent et ne savent rien, on a au moins quelques minutes à pouvoir leur expliquer ; et on les voit revenir avec des sacs de vivres ou le coffre rempli. Ils nous soutiennent tous les jours, ils sont avec nous. Ceux qui ont un peu de temps, ils viennent s'asseoir avec nous, boire un peu de thé et discuter, échanger, donner des idées. Ça nous manque souvent, ces idées, pour pouvoir atteindre notre but. On demande un peu de tout ça ; et ça nous arrive de tomber sur des belles phrases pour pouvoir continuer encore nos luttes.

Tous ceux qui nous entourent, nous accompagnent dans cette lutte, on est très contents que vous nous apportiez votre soutien, surtout moralement. Dans ce temps d'hiver, c'est pas tout le monde qui peut tenir. Venez nous voir : on va en discuter, on parlera de la vie. Chacun a son histoire à raconter, chacun a son histoire sur cette Terre. Aujourd'hui c'est notre tour, et peut-être nos petits-enfants apprendront ce qui s'est passé en 2009.

J'appelle toute la population à venir nous soutenir encore et nous donner encore de belles idées pour qu'on puisse affronter les autres événements qui arrivent.

Qu'ils s'enlèvent ça carrément de la tête !

Les nouveaux arrivants n'ont pas grand-chose à faire : juste d'adhérer un peu au mouvement. Quand t'es sans-papiers, il te faudrait quelque chose pour t'identifier. C'est pas grand-chose, mais on se fait une petite carte. Quand tu arrives, tu n'as qu'à contribuer pour vingt

euros et t'as ta carte. Ça nous a beaucoup aidés cette carte, comme les autres piquets de Paris, même s'ils sont toujours encore sous menace, mais je pense que ça arrive à donner de l'influence devant les agents de la RATP ou les policiers : quand tu leur présentes ta carte, ce n'est rien en France, mais ça nous soulage quand on nous dit : « Ah, tu fais partie d'un collectif. » Tu te sens moins isolé et en sécurité quand tu vois que le policier ne t'interpelle plus. Ça marche un tout petit peu quand même.

Que les nouvelles personnes s'impliquent physiquement dans la lutte, c'est le plus important pour nous. Tu te sens concerné dans cette histoire : investis-toi, pour que ça puisse répondre, c'est le moins qu'on puisse faire. Si tu ne t'investis pas parce que tu es malade, on peut le comprendre ; mais, si tu es bien portant, notre souhait est que tu te mettes à 100 %. Faudrait que les gens se mettent dans la tête que, si t'as pas tes papiers, tu seras jamais dans de meilleures conditions en France ; donc, au lieu d'être toujours traité en esclave, laisse ce boulot, même si tu es payé deux mille euros par mois et viens te faire entendre ; parce que, même si tu ne le laisses pas, t'as du mal à pouvoir te faire remplir tes Cerfa avec ton patron. Tu es toujours dans l'engrenage où on te dit : « Demain je vais faire ça pour toi » et ça n'aboutit jamais à rien. Pour aboutir à quelque chose, c'est maintenant et tout de suite que tu dois commencer. Si ton patron a vraiment besoin de toi, il sait ce qu'il doit faire pour que tu travailles avec lui. Si dans sa tête, il y en a un million dans ton cas, et qu'il a besoin de quelqu'un d'autre pour pouvoir travailler, qu'il le fasse ; mais qu'il ne se dise plus que tu seras le produit le plus facile à pouvoir atteindre, qu'ils s'enlèvent ça carrément de la tête !

Si j'ai pas de boulot, je préfère rester comme ça que d'aller toujours me faire exploiter. Je pense qu'il y en a beaucoup qui pensent comme moi.

C'est vrai : c'est difficile de rester dans ce froid sans argent dans la poche ; mais je préfère rester sans argent que de devenir esclave en 2010 : je veux plus de ça. **T.**

Piquet de grève du Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry,
Centre des Impôts
81, rue Camille-Groult, 94400 Vitry-sur-Seine
06 01 19 69 71 / 06 45 05 04 81
ctspv@lavabit.com

Pour écouter l'émission :
faivry.forlogaj.net/?article1/tidiane-a-radio-libertaire

Albert Camus, le Méditerranéen

Le rêve de lumière et le complexe du clos-obscur

[L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT de Camus le 4 janvier 1960 dans un accident de voiture se traduit, cinquante ans après, par un déchaînement tous azimuts d'éloges et d'exaltation du grand homme, du héros de la pensée, du visionnaire, et de l'ami de toute une pléiade de témoins fort diserts. Pour mieux faire entrer l'écrivain dans une légende qui gomme toute la violence et la cohérence révolutionnaire de l'œuvre, le président récupérateur tous terrains propose de le placer, de le momifier au Panthéon. Au grand libertaire, mon z'ami, la patrie reconnaissante! Pour retrouver le souffle de la révolte qui est un des apports majeurs de Camus à la culture contemporaine, je reproduis ci-dessous, sans modification, mon premier article d'analyse littéraire et de psychanalyse politique consacré à Camus et à *L'Homme révolté*, son ouvrage de 1951 qui avait suscité à l'époque de féroces polémiques. L'article a paru dans une revue oranaise, *Simoun*, n° 3, juin 1952 – revue militante, à laquelle Camus lui-même confia plusieurs textes et où se retrouvaient fraternellement unis, pour une Algérie débarrassée du colonialisme et du racisme, des auteurs de toutes origines. Elle publia nombre d'écrivains « algériens », dont Kateb Yacine, Mouloud Feraoun, Mouloud Mammeri, Ahmed Sefrioui, ainsi que des dessins d'Abdelkader Guermaz, grand artiste et esprit libertaire auquel j'ai consacré un article dans *Le Monde libertaire*. (Je me souviens que vers la fin des années 1940, on vendait *Le Libertaire* à la criée place de la Bastille, en plein cœur d'Oran.) Dans une lettre, égarée, qu'il m'adressa à la suite de cette chronique, dont il disait apprécier la pertinence, Camus faisait très amicalement une importante réserve, récusant une interprétation qui semblait présenter comme sentiment nostalgique ce qui était pour lui passion militante. Dont acte.*]

Le critique, qui s'attache à exposer ce qu'on appelle communément la psychologie d'un auteur, doit admettre qu'en définitive, il est condamné à parler de lui-même. Toute critique serait ainsi très discutable s'il ne se trouvait que l'homme qui crée et l'homme qui le juge se réfèrent au même milieu, cherchent en lui, l'un les conditions ou la matière de sa création, l'autre les normes de ses appréciations.

Albert Camus est un écrivain qui est – et se veut – dans le monde. L'homme révolté va au cœur des problèmes contemporains et, par là, offre largement prise à la critique. Les uns ne lui ménageront pas leurs louanges, ni les autres les jugements acerbes. Notre propos n'est pas là. Nous voulons montrer comment une rupture de ton dans les dernières pages de l'ouvrage démasque de curieuses perspectives sur la pensée de Camus et peut conduire à une compréhension plus profonde de l'homme.

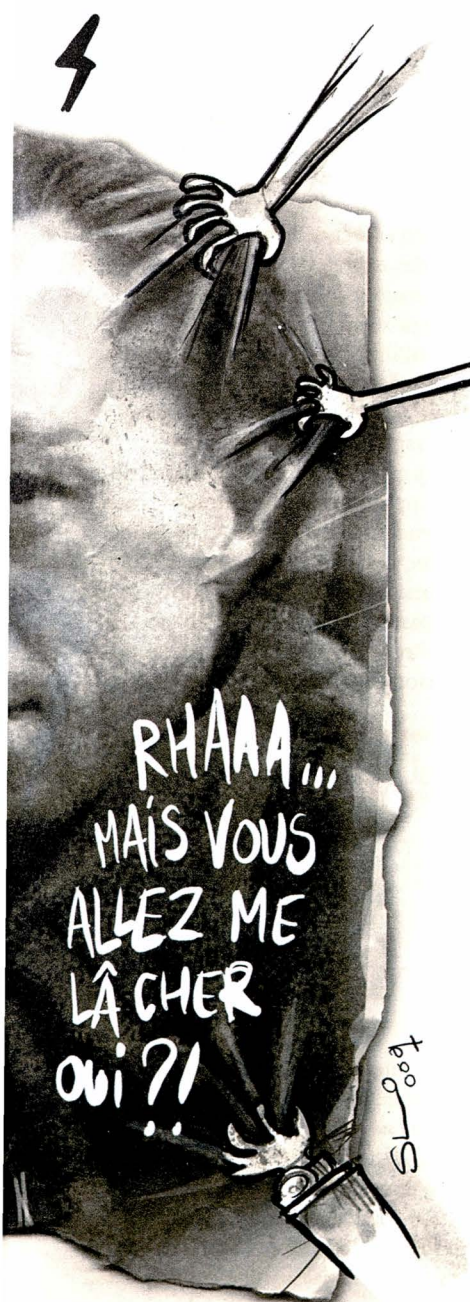
L'introduction fait le raccord avec les réflexions antérieures de l'écrivain. Nous lisons ensuite les différents chapitres où la révolte est analysée, suivie dans ses divers développements. Nous goûtons l'œuvre belle, ces lignes si pures et si classiquement tracées où la beauté sobre de la forme fait corps avec la densité de la pensée, où le clair savoir maintient ferme l'ardente passion. Tout le Camus que nous connaissons est là. Nous sentons toujours présentes les mêmes exigences, la volonté tenace de lucidité, la tension d'une conscience réfléchie qui aspire à l'unité.

Voici la dernière partie: elle s'intitule « La pensée de Midi » et se divise en trois chapitres; le premier, « Révolte et meurtre », constitue une sorte de conclusion classique, qui ramasse les thèmes précédemment analysés et s'inscrit bien dans le prolongement de l'œuvre entière. Mais avec les deux derniers, « Mesure et mesure » et « Au-delà du nihilisme », quel changement de ton! Après Camus critique, après Camus dialecticien jusqu'à être raisonneur, voici une perspective radicalement différente: Camus rêveur!

Il ne s'agit pas d'instituer un dialogue – comme dirait Camus – ni d'objecter. La question n'est pas là. Il est plus fécond de s'apercevoir que dans toutes ces dernières pages, un thème est présent et étrangement révélateur: c'est le thème de la lumière. Sa fréquence dépasse la simple métaphore, sa permanence implique quelque chose de profond, d'essentiel à Albert Camus; elle dénonce que la fin de *L'Homme révolté*, loin d'être le prolongement logique d'une analyse qu'elle est censée conclure, s'appuie sur des fondements tout autres, sur du Rêve – sur un Rêve de Lumière.

Le thème court à travers toutes les lignes. Déjà le titre l'indique clairement: « Pensée de





Midi ». Dans le texte, les expressions affluent : « pensée solaire », « le courage durci et éclairé », « l'intelligence est sœur de la dure lumière », « nous autres, méditerranéens, vivons toujours de la même lumière », « au bout de ces ténèbres, une lumière pourtant », « dans la lumière, le monde reste notre premier et notre dernier amour », « une limite, dans le soleil, les arrête tous ».

Il ne fait aucun doute – il y a un rêve de lumière chez Albert Camus. Dynamique comme tout rêve, il est le moteur d'une dialectique analogique qui finit par prendre le pas sur l'effort logique des chapitres précédents, triomphant dans les dernières pages où il donne lieu à de curieux développements.

La lumière, c'est le midi. Pour Camus l'Algérien, elle caractérise la Méditerranée. C'est pourquoi, de là, la tradition méditerranéenne prend une incomparable valeur, devient le terme noble d'une opposition fondamentale : « Le conflit profond de ce siècle ne s'établit peut-être pas tant entre les idéologies allemandes de l'histoire et la politique chrétienne [...] qu'entre les rêves allemands et la tradition méditerranéenne. » Et plus loin : « L'absolutisme historique [...] n'a jamais cessé de se heurter à une exigence invincible de la nature humaine, dont la Méditerranée garde le secret. »

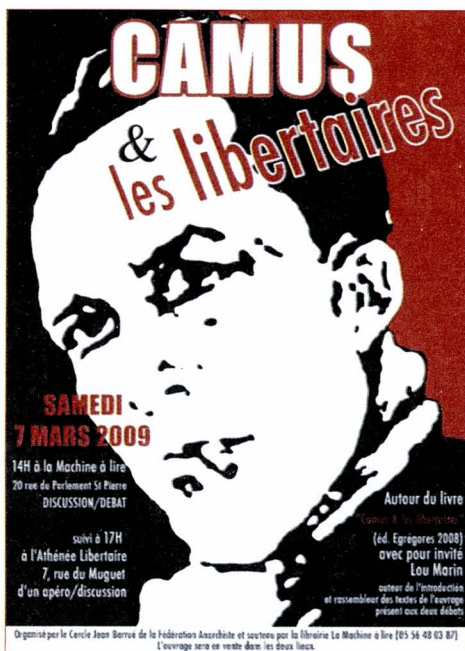
La rationalisation se poursuit. L'esprit méditerranéen, qui donc l'a-t-il mieux représenté que les Grecs ? Ils entrent en scène, donc, précurseurs de « la longue tradition de ce qu'on peut appeler la pensée solaire, et où, depuis les Grecs, la nature a toujours été équilibrée au devenir ». Camus prend parti d'une manière péremptoire, dans un admirable article de foi : « Nous choisirons Ithaque, la terre fidèle, la pensée audacieuse et frugale, l'action lucide, la générosité de l'homme qui sait. »

Images et notions mêlées, voilà toute la Grèce – qui fournit encore à Camus les éléments les plus positifs de sa conclusion. « La Mesure », où culmine l'idéal hellénique, c'est le titre de l'avant-dernier chapitre. On appréciera son importance si l'on se rend compte que « cette loi de mesure s'étend [...] à toutes les antinomies de la pensée révoltée ». Elle est le pivot de l'argumentation finale.

L'idéal hellénique de Mesure s'accomplit dans la Vie selon la Nature. Cette notion, Camus l'emprunte encore aux Grecs, lui redonne toute sa plénitude, et l'oppose à la démesure de l'Histoire qui triomphe dans notre monde contemporain, depuis le christianisme. « Le conflit profond de ce siècle [s'établit] entre l'Histoire enfin et la Nature. » Pour tout dire, « Platon a raison contre Moïse et Nietzsche ». En politique, c'est encore à la tradition méditerranéenne que Camus fait appel. Contre la révolution césarienne du socialisme allemand, Camus rappelle l'œuvre de la pensée libérale des Français, des Italiens et surtout des Espagnols – tous Méditerranéens. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve sous la plume de Camus les noms de Sorel et de Pelloutier, l'un théoricien, l'autre praticien remarquable du syndicalisme révolutionnaire.

Le rêve de lumière, l'inspiration méditerranéenne, nous font comprendre enfin certaines images, autrement énigmatiques, celle de la mer notamment. « Les paroles de courage et d'intelligence qui, près de la mer, sont même vertu. » « Le vent dur, venu des mers... » Déplacées dans un contexte logique, elles s'éclairent admirablement si on les interprète dans le développement imaginaire de l'ensemble. De même, le nom de Barrès, cet écrivain qui est à l'opposé de l'attitude idéologique de Camus, ne se justifie ici que si on se réfère à un Barrès amant du soleil d'Italie et du ciel attique.

L'aspiration à la lumière, l'amour du ciel méditerranéen sont l'aspect positif de la répulsion de ce qui est obscur. Celle-ci est inséparable d'une répulsion corrélative de ce qui est clos, fermé. Toute prison est obscure et les ténèbres emprisonnent. Les échecs que Camus dénonce tout au long de son étude sont précisément ceux qui aboutissent à constituer des univers clos. Déjà, chez Sade, « la loi de puissance crée des lieux clos, des châteaux à septuple enceinte, dont il est impossible de s'évader ». De ce point de vue, l'histoire de la révolte apparaît comme la succession d'univers clos de plus en plus amplifiés. Ce que Camus dit en termes propres : « Toutes les pensées révoltées [...] s'illustrent dans une rhétorique ou un univers clos : la rhétorique des remparts



chez Lucrèce, les couvents et les châteaux verrouillés de Sade, l'île ou le rocher romantiques, les cimes solitaires de Nietzsche, l'océan élémentaire de Lautréamont, les parapets de Rimbaud, les châteaux terrifiants [...] chez les surréalistes, la prison, la nation retranchée, le camp de concentration, l'empire des libres esclaves. »

Toutes ces citations, que l'on pourrait multiplier, établissent bien qu'il y a chez Camus une constante détermination par rapport au clos et à l'obscur. Peut-on aller plus loin, et envisager un complexe du clos-obscur chez Camus, c'est-à-dire une structure affective, aux racines biologiques et sociales, dont la pression est assez forte pour caractériser toute la dernière partie de *L'Homme révolté* ?

Nous avons dans une certaine mesure répondu à cette question en montrant l'existence de déterminations de ce genre. Mais pour que cette conception soit complètement satisfaisante, il faudrait découvrir la genèse de ce complexe et suivre son évolution. Nous ne pourrions le faire ; une telle étude exigerait, en effet, des éléments de vie personnelle et intime que seul l'auteur est en mesure de nous fournir. Or, si Camus devait nous en informer un jour, ce ne serait qu'au terme de son œuvre et de sa vie. Contentons-nous ici de brèves suggestions.

Camus est un homme qui a la nostalgie de la lumière. Il la connaît bien, elle fait partie de son milieu d'origine. Le soleil a brillé sur son enfance et sur sa jeunesse. Si la terre natale est pour chacun une source de rêveries, le ciel l'est aussi, et singulièrement pour Camus, le ciel lumineux d'Algérie. On sait qu'un ciel sombre prédispose à la méditation solitaire et vindicative, que le ciel inclément qui gronde contraint l'homme à s'enfermer en lui-même, à s'affirmer un et puissant, à jeter son défi aux nuages ; dès lors, une histoire se déroule. À l'opposé, le ciel serein et pur pose une nature éternelle, appelle l'homme à s'ouvrir à autrui et au monde.

Voici maintenant pour la sensibilité au clos. Paradoxalement, le ciel noir, enfermant l'homme en des limites, déclenche en lui un sentiment d'illimité, une réaction de mesure ; le ciel clair, immense, inexorable, enseigne par contre à l'homme la modestie et la mesure. Une psychanalyse du clos découvre des racines plus vivaces encore : l'homme, contraint d'engager en lieu clos une lutte contre une maladie qui l'accapare, aspire, crispé, à des horizons vastes et dégagés ; enfin, celui qui a vécu la Résistance, l'état de siège de l'Occupation ou de l'exil, rêve d'une libération qui ne soit plus seulement historique, mais sociale et cosmique. Tout cela, autant qu'on sache, vaut pour Camus.

Beaucoup de choses s'éclairent alors. Pensée de midi, pensée solaire ! Il n'y en a pas : la pensée est universelle. Mais il peut y avoir un rêve de lumière, une exigence passionnée de midi lumineux. Nous avons vu ce qu'il en était. La transposition logique existe aussi :

c'est la volonté de lucidité (l'étymologie est ici véritablement valable), qui marque si fortement la pensée de Camus. Indiscutablement, la lucidité est pour lui la valeur essentielle.

À l'opposé, le clos serait la non-valeur type dont Camus cherche avec âpreté à discerner les limites. C'est Sisyphe enfermé dans l'éternel recommencement du même acte. *L'État de siège*, au titre assez éloquent ; *La Peste*, qui isole une ville entière, l'emprisonne dans la lutte contre l'épidémie... Camus est un homme pour qui la prison existe, et cela conduit à cette irrépressible aspiration à la liberté qui s'exprime dans *L'Homme révolté*.

Tradition méditerranéenne, enfin, qu'est-ce à dire ? Doit-on y inclure, comme il se devrait, la tradition judaïque qui, dans le christianisme, a réalisé la promotion de l'histoire ? Peut-on en rejeter « la Grèce de l'ombre, celle des mystères et des Dieux noirs », la Grèce orphique aux mythes qui historicisent ? Négligerait-on, d'un autre côté, tout ce qui dans le Nord est luminosité, aspiration à la clarté, amour de la Nature – Nietzsche, par exemple, dont « l'expérience, dit Camus, se couronnait de l'acceptation de midi » ?

Mais nous sortons, avec ces objections, du domaine du rêve, auquel nous voulions nous limiter. Ce qu'il faut admettre, en définitive, c'est que tout un aspect de la pensée de Camus est fondé sur des exigences sentimentales, sur des rêves de l'imagination. Leur valeur vient de ce qu'elles expriment un état extrêmement aigu de la sensibilité contemporaine. « S'il est minuit dans le siècle », pour reprendre le titre d'un ouvrage de Victor Serge, combien humaine est l'aspiration au midi lumineux !

Nous avons exclu, par ailleurs, les considérations philosophiques et politiques. Nous pouvons, cependant, au terme de cette étude, nous demander, connaissant ses racines sentimentales et imaginatives, si l'anarchisme de Camus n'est pas encore un nouvel échec – le dernier peut-être – de tous ceux qui composent la procession infernale et funèbre des pensées révoltées.

RD.



*. Cf. dans cette perspective, Roger Dadoun, « Camus et l'âme de la révolte », préface à Teodosio Vertone, *L'Œuvre et l'action d'Albert Camus dans la mouvance de la tradition libertaire*, Atelier de création libertaire, 1985. Cf. aussi, dans la revue *Outre-Terre* n° 23, octobre 2009, consacrée à Euro-Méditerranées/Eurarabies, reprise du thème de Simoun dans Roger Dadoun, « L'archaïsme méditerranéen » (titre donné par la revue, alors que j'avais titré mon article, de manière plus adéquate, « Mare colostrum »).

La FAU-Berlin privée de droit syndical

Appel urgent à la solidarité internationale



Le 11 DÉCEMBRE 2009, la FAU-Berlin (FAU-B) a été moralement interdite en tant que syndicat. La décision a été prise par le tribunal régional de Berlin (Landgericht Berlin) sans audience. La FAU-B n'était même pas informée que le Neue Babylon GmbH – qui est impliquée dans un conflit du travail avec la FAU-B – avait entamé une procédure légale contre elle. La décision du tribunal va au-delà du retrait des droits syndicaux de la FAU-B à l'intérieur du cinéma Babylon. À partir de maintenant, la FAU-B ne peut même plus se revendiquer d'être un syndicat !

Le contexte

La FAU-B et son groupe, à l'intérieur du cinéma Babylon, se battent pour un contrat de travail depuis le début de juin 2009. Bien que le cinéma Babylon soit subventionné par le gouvernement, les salaires y sont misérables et les droits des travailleurs ignorés. Une grande partie du personnel du cinéma est syndiquée à la FAU-B. Ceci est le premier conflit du travail significatif pour la relativement petite FAU-B. Il a provoqué du tapage non seulement à Berlin, mais dans toute l'Allemagne. Des anarcho-syndicalistes dans un conflit du travail, un boycott suivi qui a été bien relayé par les médias, des revendications complètes et innovantes, et l'implication des travailleurs eux-mêmes (ce qui est rare en Allemagne), ont fait impression auprès du public. Quand la pression a atteint son point culminant, et que les patrons n'ont pas pu éviter plus longtemps d'entamer des négociations, non seulement les politiciens

sont intervenus, mais ver.di (un gros syndicat allemand, membre de la DGB, organisation parapluie des syndicats majoritaires) s'est accaparée la négociation avec les patrons, bien qu'ils n'aient quasiment aucun membre parmi le personnel du cinéma et aucun mandat de ceux-ci. Les travailleurs, sidérés, ont été exclus des négociations.

Apparemment, un accord a été conclu entre ver.di, les politiciens et les patrons pour se débarrasser de la FAU-B et calmer le jeu au cinéma. Mais le personnel et la FAU ont refusé d'être bâillonnés. Neue Babylon GmbH a réagi en musclant la partie légale, et ver.di en essayant de salir l'image de la FAU. D'abord, le boycott – une des principales formes de pression pour la FAU-B – a été interdit, et on a semé le doute sur la capacité de la FAU-B de négocier des contrats (en Allemagne, c'est un prérequis pour pouvoir légalement entamer une action collective). En même temps, d'autres procès ont été intentés contre la FAU-B concernant la liberté d'expression. Mais la FAU-B n'a pas reculé. Cela a mené à cette dernière décision de justice, qui essentiellement interdit la FAU en tant que syndicat.

La situation en Allemagne

Il y a longtemps que la FAU Berlin dit que ce conflit du travail – aussi petit soit-il – n'est pas seulement une question de meilleures conditions de travail, mais aussi une question de liberté d'association. Il y a peu de tradition de syndicalisme militant en Allemagne depuis 1933. L'organisation parapluie DGB détient en

Secrétariat aux

Relations internationales

pratique un monopole corporatiste qui est confirmé par les décisions de justice. Cela rend très difficile le développement de syndicats alternatifs. L'auto-organisation et la décentralisation à l'intérieur des syndicats allemands ne sont pas encouragées et ne bénéficient pas de protection légale.

La modeste action collective de la FAU-B a démontré qu'un syndicalisme alternatif est possible en Allemagne. Les gros syndicats et les politiciens, apparemment effrayés à l'idée que cette forme d'organisation se propage comme le feu, sont mécontents de ce développement. C'est dans ce contexte que le syndicat de la FAU-B a été interdit. La décision du tribunal implique l'impossibilité de créer un syndicat légalement reconnu en Allemagne parce que – paradoxalement – vous devez être un syndicat légalement reconnu pour le devenir. Un syndicat qui entreprend une action collective sans être reconnu officiellement peut s'attendre à de sévères conséquences juridiques. La FAU-B n'est nulle part autorisée à travailler légalement en tant que syndicat. Les anarcho-syndicalistes se voient donc interdits une fois de plus après leur prohibition de 1914 et 1933.

Cette décision judiciaire est particulièrement scandaleuse parce qu'elle a été prise arbitrairement via une procédure sommaire, sans aucune audition – la FAU-B n'a pas eu le droit de donner son point de vue. Cela a peut-être à voir avec le fait que n'importe qui en Allemagne peut se déclarer légalement en tant que syndicat, et que les autorités judiciaires voulaient en décider unilatéralement. L'Allemagne a adopté quelques conventions de l'Organisation internationale du travail, mais elles n'ont que peu de sens ici parce que les grands syndicats coopèrent étroitement avec les patrons et décident de ce à quoi un syndicat doit ressembler. Les syndicalistes avaient plus de droits sous l'Empire au XIX^e siècle et dans les années 1920. La situation en Allemagne rappelle par exemple celle de la Turquie, où les syndicats sont souvent interdits.

La décision du tribunal sera peut-être renversée. Mais la FAU-B reste réaliste : tout est possible. Le copinage politique est répandu et les pouvoirs en place feront d'autres tentatives pour bloquer la croissance des syndicats alternatifs.

Conséquences

Les conséquences de la décision du tribunal sont multiples et seront catastrophiques, à moins que cette décision ne soit annulée. Une interdiction totale de la FAU-B en tant que syndicat aurait un effet similaire. La décision concernant la FAU est essentiellement applicable à la FAU à travers toute l'Allemagne. Comme elle fera jurisprudence, elle affectera le mouvement syndicaliste dans son ensemble et les droits des travailleurs. Quelle que soit la forme prise par un syndicat alternatif en Allemagne, ce précédent le rendra impuissant à l'avenir. Ce procès est une nouveauté dans le domaine du cassage de syndicat à l'allemande.

Cette décision autorise les patrons à négocier avec le syndicat de leur choix et de définir ce qu'est un syndicat. L'auto-organisation des travailleurs – que ce soit au cinéma Babylon ou ailleurs – a été bloquée et le muselage institutionnel de la classe ouvrière a été intensifié. Il faut en blâmer en partie le manque de solidarité manifesté par ver.di au travers de leur intervention. Cette décision judiciaire peut même être dans leur intérêt direct, puisque ver.di a déjà écrit qu'ils considéraient la FAU-B comme une concurrence contre laquelle il fallait qu'ils réagissent.

Solidarité !

La bataille pour la liberté syndicale en Allemagne a commencé. Chaque petit morceau de solidarité est nécessaire. Faites apparaître ce scandale au grand jour, protestez en face des institutions allemandes, réclamez que la décision soit annulée et que la FAU devienne un syndicat de plein droit !

S'il vous plaît, aidez-nous si vous le pouvez. Vos idées sont bienvenues, mais voici quelques suggestions :

Protestez devant les missions diplomatiques allemandes (ambassades, consulats) ou les autres institutions représentant l'État allemand.

Envoyez des lettres de protestation à l'ambassade d'Allemagne de votre pays (avec copie à la direction du cinéma Babylon Mitte).

Envoyez des fax de protestation au responsable du tribunal de Berlin.

Vous trouverez des informations utiles sur <fau.org/verbot> dès que nous aurons pu les mettre en ligne. Ces informations comprennent une liste des missions diplomatiques allemandes, des liens vers d'autres institutions intéressantes, des modèles de lettres de protestation et les contacts nécessaires.

Après les manifestations du samedi 19 décembre 2009, nous apprécierions que vous puissiez agir vraiment rapidement.

Un aspect important : il est possible que la décision du tribunal soit annulée par des moyens légaux. Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur cet espoir. Le simple fait que l'interdiction de notre syndicat ait été prononcée si facilement (même si nous avons le droit de faire appel) exige une réponse claire. D'autant plus que ce procès est symptomatique de nos droits de travailleurs en Allemagne.

Traduction par les R. Int. de la FA

Contact de la FAU-Berlin : Lars Röhm, faub5@fau.org, +49 1577-8491072.

Merci de ne pas oublier d'informer les camarades berlinois de vos manifestations : faub@fau.org

De la foi et des femmes

LE CORAN ET LES FEMMES. Voilà un livre utile. Parce que le Coran est, lui, un livre obscur. Et peu lu, tant il est bâclé, bégayeur, biscornu, brèche-dents, calamiteux, incohérent, obscur. N'oublions pas qu'en sus d'être mal écrit, il l'a été dans une langue, l'arabe classique, que ne parle plus guère le peuple même auquel il était destiné. L'arabe du Coran semblera aussi incompréhensible à une lectrice arabe d'aujourd'hui que le français du Moyen-Âge à une lectrice française de 2010.

Une raison parfaitement suffisante pour se procurer ce livre réside donc dans son appendice, où Juliette Mincès a rassemblé l'intégralité des versets qui font référence aux femmes, nous évitant la pénible tâche de devoir les pêcher dans l'opaque marais coranique. Nul ne s'étonnera qu'une large part de ces versets portent en réalité sur la récompense promise aux hommes, les fameuses soixante-douze houris toujours vierges mais toujours amoureuses, toujours disponibles. Mentionnons que les oulémas (un « ouléma » est un « homme de science », si, si) affirment avec un bel ensemble que l' élu musulman moyen disposera, et c'est logique, d'une verge toujours droite, dénuée du moindre méat. Car les théologiens islamiques, avec leur profonde fascination pour tous les fluides corporels, affirment unanimement qu'au paradis, point de sperme ni d'urine. En compensation de cette mutilation (mon méat est mon ami), tous citent le hadith de Mahomet selon lequel on coïtera, sic, « par saccades ! par saccades ! ». Si vous ne me croyez pas, consultez votre imam. Ce qui nous écarte un peu des femmes.

À propos, iront-elles au paradis ? Il y a entre trente et quarante versets qui décrivent le bonheur masculin au paradis, il n'y en a que deux (Le repentir, 73, et Ya Sin, 56) qui acceptent, du bout des lèvres, la présence des tentatrices. Ya Sin : « En compagnie de leurs épouses, ils se reposeront dans l'ombrage, appuyés sur des sièges. » Celui-ci est un peu ambigu, puisque les houris seront les épouses des élus. L'autre l'est moins : « Dieu a promis aux croyants, hommes et femmes, les jardins où coulent les torrents [...]. » C'est clair, mais bref.

Je m'étonne par ailleurs que la théologie islamique, tout aussi ergoteuse, coupeuse de cheveux en mille, et peseuse de pets de moustique que ses consœurs juive, chrétienne ou bouddhiste, ne se soit pas posée la question du coït paradisiaque, saccadé ou non, des jeunes croyantes décédées avant le mariage. Nulle mention de soixante-douze bandeurs au corps calleux toujours prêt, méat ou pas méat.

Mais j'entends le chœur des lectrices : « Ô Nestor ! Et si on parlait des femmes réelles et vivantes, hein ? » Bon. Vous l'aurez voulu.

Les musulmans, qui dans leur majorité, n'ont pas lu le Coran, ou s'ils l'ont lu enfants, ne l'ont que répété sans jamais en comprendre une phrase (consultez votre plus proche voisin musulman), affirment que l'islam fut un progrès pour les femmes. Même au VII^e siècle après, pardon, Jésus. Selon Juliette Mincès, ceci est un des mythes de l'Oumma (la communauté des croyants). Pour l'approuver, il suffit de lire les versets qu'elle cite : « Il vous est défendu d'épouser des femmes mariées, excepté celles qui seraient tombées entre vos mains comme esclaves » (verset 28, sourate « les Femmes »). Saluons, chapeau bas, la grande élévation morale du Coran. Ce livre des livres ne voit aucun inconvénient à ce qu'un croyant, destiné au paradis, achète aux marchands d'esclaves des femmes destinées à son propre plaisir sexuel. Qu'elles aient été précédemment mariées ou pas, on ne voit d'ailleurs guère en quoi il serait plus moral d'acheter des esclaves sexuelles précédemment célibataires. Nulle part dans le Coran, nulle part dans l'instructif ouvrage de Juliette Mincès, on ne lit que Mahomet, « le Beau Modèle », le meilleur homme qui fut jamais, selon l'Oumma, a exigé que l'on rende leur liberté aux esclaves, et que l'on n'ait de relations sexuelles qu'avec une personne consentante. Certes, on ne peut guère s'y attendre de la part d'un homme qui a épousé Aïcha à 6 ans. L'Oumma pousse aussitôt un grand cri : « Mais Mahomet aimait et respectait les femmes, pour lesquelles il était plein de bienveillance, la preuve, il n'a défloré Aïcha qu'à 9 ans ! »

Il y a des bienveillances qui se perdent.

Enfin, mettons un terme à un débat qui agite depuis longtemps les foules : oui ou non, les hommes sont-ils supérieurs aux femmes ? Ah, infidèles ignorants, que ne lisez-vous la sourate IV, justement intitulée « les Femmes », dont le verset 38 enseigne, sans la moindre ambiguïté : « Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci, et parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes. »

Juliette Mincès, *Le Coran et les femmes*, Hachette, collection Pluriel.

Nestor Potkine

qui contemple son méat,
source de son indiscutable supériorité masculine.

Un film qui reste à faire

Patric Jean, cinéaste belge, documentariste engagé, auteur notamment de *La Raison du plus fort*, signe avec *La Domination masculine* un film morne et tape-à-l'œil. Récit d'une déception.

ILS NE SONT PAS NOMBREUX, les films qui s'attaquent frontalement au patriarcat. On se réjouissait à l'avance qu'un cinéaste de l'envergure de Patric Jean s'empare du sujet. Il allait le traiter très certainement en profondeur, nous livrer un documentaire définitif ou presque sur l'ampleur des dégâts causés par le machisme, le sexisme, séculaire et contemporain. Las! Au final, il enfile les perles en un catalogue de poncifs, pour tout dire: un film de mec. « Où sont les femmes? » serait-on tenté de demander. Tant il est évident que ce genre de production, une fois débarrassée de la culpabilité d'un auteur s'en voulant d'être de sexe masculin, aurait gagné en qualité, en nuance et en force. Il filme quoi, Patric Jean? Des séances de *speed dating*, ces rencontres express dans des bars

entre une femme en mal de prince charmant et un type en quête de coup facile. Sinon – dans la salle ça fait beaucoup rire –, des hommes qui se font opérer pour agrandir leur sexe. Ça ne rit plus du tout lorsque sont montrées, en gros plan, les blessures assénées à quelques femmes battues. Devant ce déballage de chairs frappées, meurtries, le malaise est prégnant. Finalement, il ne s'agit jamais que d'un voyeurisme malsain, et on tâte les accoudoirs pour être certains qu'on est bien dans une salle de cinéma et non pas devant TF1. À un autre moment, l'auteur en fait des tonnes sur le sexisme afférant à l'industrie du jouet, mais sans jamais aller au-delà de l'interview d'un vendeur qu'on ne peut que trouver affligeant, lequel déclenche à coup sûr une nouvelle salve de rires. Nous avan-

çons ainsi, dans le film, entre malaise et gag, jusqu'au générique final, où le sentiment général – exprimé notamment par quelques spectatrices – est de s'être fait avoir. Le véritable malaise est là: une heure trente de cinéma pour, au final, n'apprendre rien. Une heure trente de tournage autour du pot, de survols généraux sans que soient abordés vraiment les fondements de la domination masculine. On a qu'à s'en prendre à soi-même: on est tombé dans le piège, alors même que l'affiche aurait dû nous mettre la puce à l'oreille. C'est bien fait pour nous, tiens! La prochaine fois, on se méfiera. Et, certainement on attendra qu'une femme traite de ce sujet.

Fred
Paris

Des images fortes

POUR QUICONQUE fréquente le milieu libertaire et punk parisien, Yann fait partie de ces figures incontournables. Sympathique et discret, il arpente manifestations et concerts depuis des années, appareil au poing. Ses photographies ont souvent été utilisées pour des affiches, tracts, fanzines, affiches... Car Yann est un travailleur de l'ombre. Comme tant d'autres, il œuvre pour faire avancer des idées et des pratiques. Sans se mettre en avant. Mais pour mettre en valeur. Pour lutter. Pour montrer.

Car ce que Yann nous montre, c'est à la fois notre monde, nos microcosmes, à nous militants libertaires ou activistes musicaux (celui des luttes, des concerts, des graffeurs, des tatouages et des décibels...), et celui qui, sans nous être quotidien, fait partie de nos préoccupations, de nos solidarités: l'Irlande du Nord, la Palestine, etc. Des images fortes, pas par goût d'un sensationnalisme exacerbé ou d'un voyeurisme déplacé. Des images fortes parce que la réalité est parfois dure ou joyeuse, et que le travail d'un bon photographe consiste justement à en saisir l'essence même. Parce que nos vies sont faites de ces joies, de ces difficultés qui font que rien n'est

lisse, que rien n'est linéaire et prévu d'avance. Le cheminement dans ce beau livre en est le reflet. La cohérence ne s'y trouve pas dans des classifications arbitraires, sujets par sujets, thèmes par thèmes. On le feuillette, on y flâne. En noir et blanc ou en couleurs, les photos frappent nos rétines, à l'image des clichés consacrés aux sports de combats dont Yann est grand amateur et auxquels il consacre une partie de son ouvrage. Certaines doubles pages ne permettent pas toujours d'apprécier à leur juste valeur chaque photographie, mais l'ensemble est une belle réussite. *Marge(s)* est le premier recueil de Yann. Un long accouchement, rempli de doutes, d'interrogations, de questionnements, mais toujours plein de sincérité. Le résultat valait que l'on s'y attarde.

Bibo

Groupe Béton armé de la Fédération anarchiste

Yann Levy, *Marge(s)*, éd. Libertalia, 2009.



L'histoire en crise

Alfredo Fernandès

JADIS, EN UN APHORISME particulièrement concis mais cependant juste et précis, le génial Alfred Jarry, maître incontesté de l'humour noir, faisait dire à l'emblématique Père Ubu : « Avec ce système, j'aurai vite fait fortune, alors je tuerai tout le monde et je m'en irai¹. » En peu de mots et une formule portée jusqu'à l'incandescence, il résumait ainsi tout le capitalisme et la morale bourgeoise, son armature psychologique. Semblable économie de moyens alliée à une telle rigueur dans le propos force notre admiration. Et pour tout dire, esquisser avec des traits si brefs le tableau de l'attachement fétichiste à un système dont l'absurdité aboutit, d'un bout à l'autre, à la domination de la mort sur le vivant, n'est pas sans nous apparaître comme une forme de prouesse critique.

Faisant usage d'un même esprit de concision allié à une volonté manifeste d'aller à l'essentiel, Paul Mattick Jr, dans un court ouvrage d'une soixantaine de pages sobrement intitulé *Le Jour de l'addition*, édité récemment chez L'Insomniaque, nous invite et incite, ni plus ni moins, à renouer avec la critique de l'économie politique. On l'aura deviné, son propos n'est certes pas de rivaliser ni avec le sens de la formule ni avec l'humour noir de Jarry. Mais – et nous arrêterons là notre parallèle – si le rire acide, amer et douloureux de l'un fut et demeure un puissant révélateur, l'analyse claire, rigoureuse et sans fioritures de l'autre ne contribue pas moins à mettre à nu trente années de clichés et de jugements sommaires portant sur les lois dites « naturelles » et « infaillibles » qui régissent l'économie de marché.

D'emblée, Paul Mattick, dont l'un des sous-titres semble d'épargner au lecteur tout enlisement dans le charabia constitutif du discours économique, dresse une sorte de réquisitoire raisonné révélant l'inaptitude d'une telle pensée à rendre compte de la crise. Avec méthode et lisibilité, il disqualifie les pseudo-analyses empreintes de moralisme émaillant la prose de tous ceux, journalistes économiques

et spécialistes en tous genres, qui placent la cupidité au centre de leurs explications. C'est qu'à ses yeux la crise n'est en aucune façon l'expression d'un quelconque regain généralisé de cupidité – et s'il en était ainsi, il resterait encore à nos spécialistes cathodiques, entre autres, à nous élucider les raisons de ce surgissement impromptu – mais « la dynamique à long terme du capitalisme elle-même² ». Ainsi, loin d'apparaître comme une anomalie au cœur du système – l'anomalie en question, comme il le laisse entendre distinctement par ailleurs, serait le système lui-même pris en sa totalité –, la crise apparaît plutôt comme ce moment contradictoire du capital où l'arrêt du processus d'accumulation de plus-value se conjugue avec la tentative désespérée pour le capital de renouer avec le profit, sa loi d'airain. En somme, les crises sont cycliques et, j'oserais dire, organiquement liées à l'« ordre » capitaliste.

Synthétisant l'histoire du capitalisme depuis les débuts du XIX^e siècle jusqu'à nos jours, Mattick, à l'encontre des divers spécialistes, insiste sur le fait que celui-ci n'a jamais vraiment bien fonctionné ; du moins, si l'on se place d'un point de vue humain, lequel n'est guère retenu ailleurs que dans la pensée critique. Par conséquent, les moments de crise apparaissent comme des symptômes faisant surgir les carences et la vérité profonde d'un système produisant simultanément richesse et opulence à un pôle, et misère et souffrances à l'autre. Ces moments illustrent le vice fondamental du capital autant que sa contradiction majeure où le profit s'oppose et finit par recouvrir entièrement les besoins humains. L'asservissement de l'homme n'a pas, il est vrai, débuté avec le règne de la bourgeoisie et l'apparition des « chevaliers d'industrie ». Mais « l'avènement du capitalisme engendra toutefois des phénomènes insolites : la famine dans les temps de récoltes abondantes, des usines à l'arrêt et des ouvriers au chômage en temps de paix malgré le besoin des biens qu'ils produisaient³ ».

Clarté et sobriété sont les maîtres mots pour décrire la manière dont Paul Mattick bat en brèche tous les poncifs et autres lieux communs qui pérennisent l'économie de marché comme l'unique garantie d'un « progrès » et d'un « bien-être » trouvant vite ses limites dans les bornes, de plus en plus étroites, de l'« ordre » démocratico-bourgeois. Sans user de fioritures et en quelques exemples bien choisis, Keynes, Friedman et un certain nombre de théoriciens actuels du capitalisme sont renvoyés à leurs impasses et contradictions. De fait, son style est diamétralement à l'opposé du jargon très tendance s'attribuant les apparences de la rigueur scientifique, lequel est par excellence celui de la « raison » économique qui, en définitive, n'est que la « raison » de quelques-uns. Si le fil conducteur de son analyse tient, pour l'essentiel, dans la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit », il nous épargne cependant les discours boursouflés si appréciés dans certains milieux marxisants où concepts et abstractions s'enchaînent et se suivent à la queue leu leu, évoquant bien plus le

ronronnement monotone d'un chalutier que l'effort d'une pensée qui cherche et qui se cherche. Le lecteur friand de notions rares à usages multiples ne trouvera pas non plus sous sa plume des termes tels que « croissance positive » ou « croissance négative » tant à l'honneur pourtant chez nos spécialistes ès sciences économiques. Rien ne passe ici de cette prose réchauffée servie dans les médias où redondances et tautologies font pendant aux oxymores dans l'élaboration de discours dépourvus de sens et de signification, laissant la novlangue orwellienne à des années-lumière. Paul Mattick, on le perçoit aisément en le lisant, puise son inspiration dans l'œuvre et la pensée de Marx, mais il l'actualise et ne se contente pas de la répéter; de plus, il réussit la gageure d'exprimer avec des mots simples, pris dans la vie vécue par des êtres vivants, des faits et des phénomènes qui ne le sont aucunement.

Il est connu que malgré de nombreux points de désaccords, non dépourvus de sens et d'intérêt critique, la curiosité pour certains

aspects de cette pensée n'est pas vraiment une nouveauté dans les milieux anarchistes. Ainsi, crise oblige peut-être, les éditions du Chien rouge viennent-elles d'éditer l'*Abrégé du capital*, œuvre de feu notre camarade Cafiero, assortie d'une correspondance avec Marx. À Bakounine, lui-même, nous devons, en russe, la traduction du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. On sait, également, qu'il avait commencé la première traduction en russe du *Capital* avant que l'affaire Netchaïev et ses malheureuses conséquences ne viennent y mettre le point final. Tout ceci pour dire que la réduction de l'œuvre de Marx à son interprétation stalinienne, ou même léniniste, nous la trouvons quelque peu sommaire. Le dénommé Karl Marx qui n'était ni un surhomme ni un prophète (inutile d'insister sur le fait que nous ne reconnaissons ni les surhommes ni les prophètes) était habité sans doute par beaucoup de contradictions. Bref, nous n'allons pas refaire l'histoire..., mais se contenter de dire, comme certains le font, qu'il est le « ténia du socialisme » constitue, sûrement, une bien jolie boutade qui peut momentanément, qui sait, mettre les rieurs de son côté; mais c'est aussi, il faut le savoir, une idée avec laquelle on ne voyage pas très loin...

Pour penser la crise et ses conséquences qui petit à petit se profilent devant nous, nous avons la conviction qu'il nous faut méditer à partir de toute la pensée critique et que celle de Marx, au même titre que d'autres, n'est pas de trop, ne serait-ce que pour éviter certaines erreurs. Cela parce que, contrairement à ce qu'affirmait un certain Francis Fukuyama au début des années 1990, l'histoire s'est bel et bien remise en mouvement et, ce qui est moins drôle, c'est qu'elle le fait sous le signe de « la terrorisation démocratique¹ ». Pour revenir au livre de Paul Mattick, nous insistons sur le fait qu'il ne contient aucune prophétie sur la crise et ses suites, mais qu'il s'achève sur le souhait qu'une prise de conscience et la solidarité généralisée face à un système qui dépossède les individus et les opprime puissent enfin infléchir le cours des choses. Comme le rappelle Charles Reeve dans sa préface: « Seule l'action collective consciente permet de dépasser la logique nocive du système, seul le désir subjectif peut dresser une limite objective au système. »

Ce sont là des paroles dans lesquelles un anarchiste peut se reconnaître. Il s'agit toujours là du combat séculaire pour la liberté et contre toute forme d'asservissement. **A.F.**

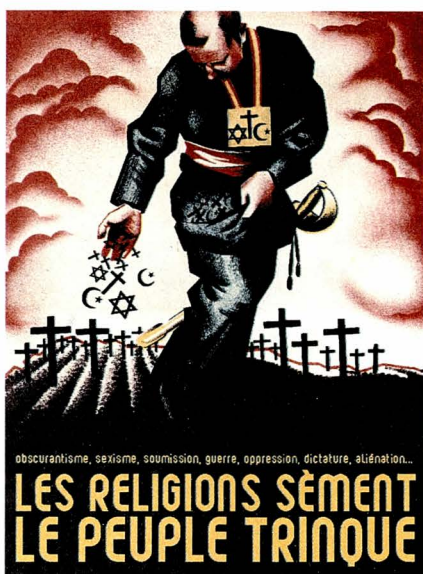


1. Alfred Jarry, *Ubu Roi*, le Livre de poche.

2. Paul Mattick Jr, *Le Jour de l'addition*, L'Insomniaque, p. 34.

3. Ibid., p. 36.

4. Il s'agit là, bien entendu, d'une référence explicite à l'excellent livre de Claude Guillon, paru aux éditions Libertalia, qui nous montre l'autre aspect de la crise: celui de la répression.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Un nouveau Levaray

VOILÀ QUE SORT LE PREMIER VRAI ROMAN de notre compagnon Jean-Pierre Levaray, c'est du noir et ça s'appelle *Tue ton patron*, rien de moins. Faut radicaliser le discours et il faut dire que nos entrepreneurs de France craignent que ça leur arrive depuis quelques temps. Le livre paraît en coédition avec les éditions Libertalia et Unity Rocker, et le tout est illustré par Gil. Ça fait un peu reconstitution de ligue dissoute et rappelle l'époque glorieuse de notre feu fanzine et label On a faim.

Extrait : « Eh oui, j'ai tué mon patron. Il ne pouvait pas en être autrement. J'avais perdu mes plus belles années entre les murs de son entreprise, j'avais vu quelques copains y mourir, j'y avais usé ma santé, mais ça n'a pas

empêché qu'un jour je reçoive ma lettre de licenciement. J'ai fait partie de la dernière charrette. Jeté comme un kleenex, ni plus ni moins. Le restant de ma vie cassée, vidée. Il fallait bien que quelqu'un paie et je n'ai pas eu de mal à savoir qui. Je suis allé dans son antre, là où il dirige tout. Je l'ai traqué, suivi. J'ai appris à connaître son milieu, à rencontrer son entourage et ses congénères... et un jour, plutôt une nuit. [...] »

152 pages, format 12x18, 8 euros.

Sortie prévue le 20 janvier.

Libertalia, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris

www.editionslibertalia.com

Nouveautés Éditions du Monde libertaire

Maurice Rajsfus, *L'Intelligence du barbare*, 300 pages, 15 euros.

Hugues Lenoir, *Henri Roorda ou le zèbre pédagogue*, 80 pages, 5 euros.

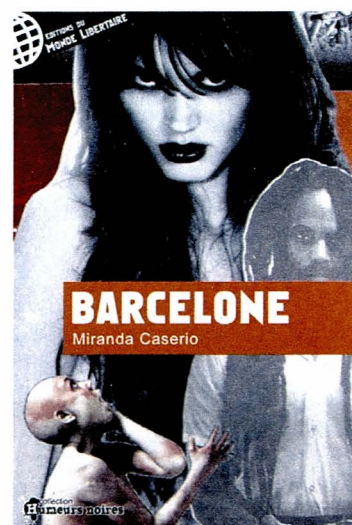
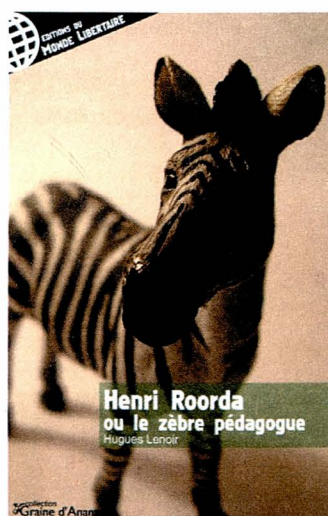
Miranda Caserio, *Barcelone*, roman, 144 pages, 7 euros. Sortie février 2010.



**L'INTELLIGENCE DU
BARBARE**
Maurice Rajsfus



PAGES LIBRES



Radio libertaire

Jeudi 28 janvier

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité avec le recul anarchiste.

De rimas et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle

Radio corable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16h30)

Si vis pacem (18 heures) Paix au Niger, avec comme invités les associations Acat, Survie et le collectif Tchingaghen.

Les enfants de Stonewall (19h30) Émission d'Act Up Paris.

Vendredi 29 janvier

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14h30) Avec les organisateurs du festival Mo'Fo'10, qui aura lieu à Saint-Ouen fin janvier.

Koumbi (16 heures) Une image de l'Afrique loin des clichés exotiques.

Radio espéranto (17h30)

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Samedi 30 janvier

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) On est qui ? Et pourquoi ? Pour une psychanalyse subversive. Découverte du Cercle d'étude Wilhelm Reich.

Chronique syndicale (11h30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13h30) Jean-Michel Carré, pour son film *Les Travailleur(r)ses du sexe*.

Bulles noires (17 heures) Littérature noire, BD et polar.

Orpheus antissa (21 heures) Rencontre avec le chef d'orchestre Yoel Levi ; François Couturier, pour son deuxième opus *Un jour si blanc*.

Dimanche 31 janvier

Goloss trouda, la voix du travail (8 heures) Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des libres penseurs.

Il y a de la fumée dans le poste (18h30) L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Détruire l'ennui (20h30) Autour du mouvement punk.

Lundi 1^{er} février

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14h30) Magazine culturel.

Trous noirs (16 heures) Le Sommet anti-sécuritaire du 9-3, organisé par la Fédération anarchiste du 21 novembre dernier : 1^{re} partie, avec Mathieu Rigouste et Maurice Rajsfus.

Les mangeux d'erre (18 heures) Émission écolo-libertaire.

Le monde merveilleux du travail (19h30) Anarcho-syndicalisme.

De la pente du cormel, la vue est magnifique (22h30) On s'en branle ! Les OSB de la semaine, par la bande des Carmélites Pentus.

Mardi 2 février

Artrocaille (11 heures) La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14h30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Anti-videosurveillance Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Idéaux et débats (18 heures) Une photographie est un secret au sujet d'un secret. Avec Roger Grenier pour *Dans le secret d'une photo* (Gallimard) et Valérie Zenatti pour *Les Âmes sœurs* (L'Olivier).

Paroles d'associations (19h30) Alexis vient nous parler de l'association Du vert dans les oreilles qui réalise des portraits sonores de paysans d'aujourd'hui.

Muzor (22h30) Autour de l'art contemporain. Carte blanche à l'Ensemble Énée.

Mercredi 3 février

Court-circuit (9h30) Philosophie, art et politique.

Blues en liberté (10h30) Émission musicale. Eddy C. Campbell. Issu de la jungle.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le monège (14 heures) L'invité littéraire et les chroniques ciné.

Femmes libres (18h30) Avec Martine Reynbold, pour *Virginia et le dictateur*, d'après *Trois Guinées* de Virginia Woolf, à sortir en février.

Ras les murs (20h30) Actualités des luttes des prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

**Jusqu'au 7 mars,
du mercredi au lundi:**

L'Isle-Adam (95)

De 14 heures à 18 heures.
Exposition d'œuvres de Clovis Trouille. De *Remembrance* qui fut à l'origine de sa découverte par les surréalistes en 1930, à *Mon enterrement*, jusqu'au célèbre *Ô! Calcutta! Calcutta*, anticléricalisme, érotisme, monde du music-hall et du cirque, mises en scène macabres. Centre d'art Henri-Lartigue, 31, Grande-Rue, 01 34 08 02 72. Entrée libre.

Vendredi 19 février

samedi 20 février

dimanche 21 février

La Plaine-Saint-Denis (93)

Représentations *Les pieds dedans (cabaret intime)* de Stéphane Arnoux, qui traite de l'affaire de Tarnac, des événements de Montreuil, de l'antiterrorisme et des violences policières. Théâtre de la Belle Étoile (compagnie Jolie-Môme). 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis. M° Porte-de-la-Chapelle. Bus 153 ou 02 arrêt Eglise de la Plaine. Réservations au 01 42 55 50 25. Tarifs: 14 et 9 euros.

Jeudi 28 janvier

Angoulême (16)

Jean-Pierre Levaray et Efix au festival d'Angoulême, pendant la durée du festival, jusqu'au 31 janvier, rencontres, dédicaces, apéros, débat (le samedi soir) et concert. À la maison des Peuples et de la Paix, 50, rue Hergé.

St-Jean-en-Royans (26)

20h30 Le groupe La Rue râte de la FA vous invite à une soirée de cinéma-débat autour du film *Au-delà de la haine* d'Olivier Meyrou. À la Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Entrée libre. Contact: laruerale@no-log.org

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Finances: la débâcle? Troisième cours: La mondialisation: coupable ou non coupable. Présentation de Gilbert Ricard, professeur d'économie en prépa de Normale Supérieure. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 29 janvier

Vannes (56)

20h30. Dans le cadre du Forum social local de Séné-Vannes (<http://fsl56.org/>), Christian Jacquiau animera une conférence sur /Les coulisses de la grande distribution. IUT de Vannes, amph A. Entrée libre.

Paris XVIII^e

19 heures. Conférence-débat avec le groupe Louise-Michel sur le thème: « Riposter ou désobéir: Comment réagir face à la violence étatique et économique ». Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Abbesses ou Blanche. Voir quatrième de couverture.

Samedi 30 janvier

Vannes - Séné (56)

De 10 heures à minuit. Forum social local: stands, débats, expositions, vidéo-projections... (HYPERLINK "<http://fsl56.org/>" "<http://fsl56.org/>). Dans le cadre de ce forum, le groupe libertaire Lochu-Ferrer (FA Vannes-Lorient) reçoit à 13 heures Charlie Bauer pour un débat sur l'enfermement et l'emprisonnement. Salle des expositions de Séné. Entrée libre. Infos: fedeanar56@yahoo.fr

Le Mans (72)

14 heures à 18 heures. Avec le groupe Lairial: Anarchisme, histoire du mouvement social et luttes actuelles. Discussion autour d'une présentation des œuvres de Gaston Couté. À disposition: table de presse de Matériel. Épicerie du Pré, 31 rue du Pré.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre-débat autour du livre d'Hugues Lenoir *Eduquer pour émanciper*. À la librairie l'Insoumise

Rennes (35)

20 heures. Sound system en soutien aux inculpés de la manif des chômeurs-précaires de Rennes et de la journée anticarcérale de Poitiers. Avec Dr Dracula (ska, rocksteady, reggae), Funky Primate (r'n'b, northern soul, funk, modern soul). Co-organisé par le groupe La Digne Rage et la CNT 35. Au bar La Bascule, 2, rue de la Bascule, à l'angle du boulevard de Verdun.

Dimanche 31 janvier

Vannes - Séné (56)

De 12 heures à 21 heures Forum social local (voir samedi).

Mardi 2 février

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Faîtes pas d'histoire(s)! Premier cours: La fabrique scolaire de l'histoire. Présentation de Laurence De Cock, Vice-présidente du Comité de Vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 5 février

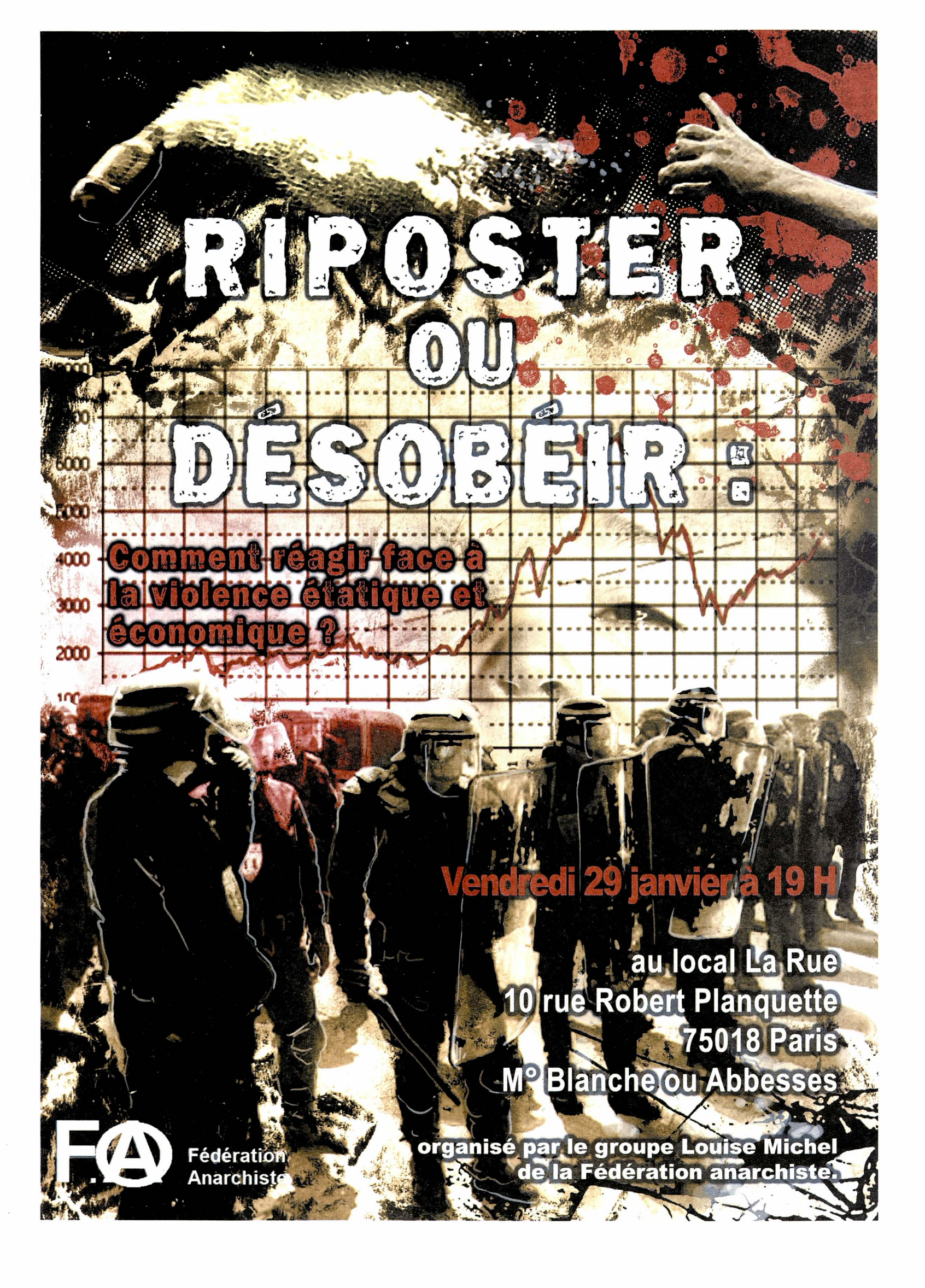
Rennes (35)

20 heures. Concert de soutien au DAL 35, avec Les Frères Molotov (musique explosive - Paris). Prix Libre. Au Papier Timbré, 39 rue de Dinan (métro Sainte Anne).

Samedi 6 février

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial: « Quel est l'héritage pédagogique des expériences libertaires? ». À disposition: table de presse de Matériel. Épicerie du Pré, 31 rue du Pré.



RIPOSTER OU DÉSObÉIR :

**Comment réagir face à
la violence étatique et
économique ?**

Vendredi 29 janvier à 19 H

au local La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
M° Blanche ou Abbesses



Fédération
Anarchiste

organisé par le groupe Louise Michel
de la Fédération anarchiste.